



Organe subsidiaire de mise en œuvre

Soixante et unième session

Bakou, 11-16 novembre 2024

Point 18 de l'ordre du jour provisoire

Questions relatives à l'Action pour l'autonomisation climatique

**État d'avancement des activités prévues dans le programme
de travail de Glasgow sur l'Action pour l'autonomisation
climatique**

Rapport annuel succinct du secrétariat*

Résumé

Ce troisième rapport annuel succinct soumis au titre du programme de travail décennal de Glasgow sur l'Action pour l'autonomisation climatique donne une vue d'ensemble des progrès réalisés, entre septembre 2023 et août 2024, par les Parties, le secrétariat et les autres parties prenantes dans l'exécution des activités prévues dans le programme et son plan d'action.

* La version originale du présent document a été soumise aux services de conférence après la date prévue pour que toutes les contributions pertinentes puissent y figurer.



Table des matières

	<i>Page</i>
Abréviations et acronymes.....	3
I. Introduction.....	4
A. Mandat.....	4
B. Portée et structure du rapport.....	4
C. Mesures que pourrait prendre l'Organe subsidiaire de mise en œuvre.....	5
II. Activités prescrites.....	5
A. Manifestation organisée à la session de la Conférence des Parties.....	5
B. Dialogue sur l'Action pour l'autonomisation climatique.....	6
III. Pratiques et ressources en matière de suivi et d'évaluation de la mise en œuvre de l'Action pour l'autonomisation climatique et d'établissement de rapports à ce sujet.....	9
IV. Lignes directrices et bonnes pratiques relatives à l'éducation et à l'autonomisation des enfants en matière d'action climatique.....	9
V. Coordonnateurs nationaux de l'Action pour l'autonomisation climatique.....	10
A. Nombre de coordonnateurs.....	10
B. Renforcement des capacités et réseautage.....	10
C. Appui à la participation aux réunions internationales.....	12
VI. Renseignements utiles provenant des communications et des rapports des Parties soumis au titre de la Convention.....	12
VII. Mise en œuvre de l'Action pour l'autonomisation climatique par les organes constitués au titre de la Convention.....	14
VIII. Alliance des Nations Unies en faveur de l'Action pour l'autonomisation climatique.....	15
IX. Actions menées par les entités non parties.....	16
X. Sensibilisation et communication.....	17
XI. Participation et renforcement des capacités des jeunes.....	18
A. Appui aux présidences de la Conférence des Parties.....	18
B. Plateforme de l'Action pour l'autonomisation climatique.....	19
C. Programme Youth4Capacity.....	19
D. Semaines régionales du climat.....	20
E. Centres régionaux de collaboration.....	20
F. Autres activités axées sur la jeunesse.....	21
XII. Prochaines étapes.....	21
Annexes	
I. References to information in this report on mandated activities under the Glasgow work programme on Action for Climate Empowerment.....	22
II. References to information in this report on mandated activities under the action plan under the Glasgow work programme on Action for Climate Empowerment.....	24
III. Practices and resources for monitoring, evaluation and reporting of the implementation of Action for Climate Empowerment.....	27
IV. Existing guidelines and good practices with respect to child education on and empowerment in climate action.....	29

Abréviations et acronymes

AAC	Action pour l'autonomisation climatique
CMA	Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris
COP	Conférence des Parties
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
OIT	Organisation internationale du Travail
IRENA	Agence internationale pour les énergies renouvelables
CDN	contribution déterminée au niveau national
SBI	Organe subsidiaire de mise en œuvre
CPF	Comité permanent du financement
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
CESAP	Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UNITAR	Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche
YOUNGO	organisations non gouvernementales d'enfants et de jeunes

I. Introduction

A. Mandat

1. La Conférence des Parties (COP), à sa vingt-sixième session, et la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris (CMA), à sa troisième session, ont réaffirmé l'importance que revêtaient les six éléments de l'Action pour l'autonomisation climatique (AAC) – éducation, formation, sensibilisation, participation du public, accès de la population à l'information et coopération internationale concernant les changements climatiques – pour la réalisation de l'objectif de la Convention et des buts et objectifs de l'Accord de Paris, et ont adopté le programme de travail décennal de Glasgow sur l'Action pour l'autonomisation climatique¹.

2. Le programme de travail de Glasgow², qui définit la portée et les fondements des mesures de mise en œuvre de l'AAC conformément aux dispositions de la Convention et de l'Accord de Paris, comprend des activités dans quatre domaines prioritaires à vocation pragmatique³ et les six éléments de l'AAC que les Parties, compte tenu des circonstances nationales, et les entités non parties peuvent réaliser pour renforcer la mise en œuvre de l'AAC, notamment par la coopération, la collaboration et les partenariats.

3. La COP, à sa vingt-sixième session, et la CMA, à sa troisième session, ont demandé au secrétariat d'établir un rapport annuel succinct sur l'état d'avancement des activités prévues dans le programme de travail de Glasgow, pour examen par l'Organe subsidiaire de mise en œuvre (SBI) à sa deuxième session ordinaire de chaque année⁴.

4. La COP, à sa vingt-septième session, et la CMA, à sa quatrième session, ont demandé au secrétariat d'inclure dans chaque rapport annuel succinct des informations sur les supports, les ressources et les résultats définis dans le plan d'action relatif au programme de travail de Glasgow⁵, telles que des informations sur l'état d'avancement des activités A.1, A.2, B.1, C.2, C.3 et D.1⁶.

B. Portée et structure du rapport

5. Le présent rapport contient des informations sur les progrès réalisés, entre septembre 2023 et août 2024, par les Parties, le secrétariat et les autres parties prenantes dans l'exécution des activités prévues dans le programme de travail de Glasgow et son plan d'action. Ces informations ont été recueillies auprès de Parties et d'entités non parties, notamment dans le cadre du Dialogue 2024 sur l'AAC et des activités menées par le secrétariat dans ce domaine.

6. La section II ci-dessous porte sur les activités prescrites organisées pendant la période considérée ; la section III présente une vue d'ensemble des pratiques et des ressources associées au suivi et à l'évaluation de la mise en œuvre de l'AAC et à l'établissement de rapports à ce sujet ; la section IV donne un aperçu des lignes directrices et des bonnes pratiques relatives à l'éducation et à l'autonomisation des enfants en matière d'action climatique ; la section V fournit des informations sur les coordonnateurs nationaux de l'AAC ; la section VI présente des renseignements utiles provenant des communications et des rapports des Parties soumis au titre de la Convention ; la section VII rend compte de la mise en œuvre de l'AAC par les organes constitués au titre de la Convention ; la section VIII traite de l'Alliance des Nations Unies en faveur de l'AAC ; la section IX est consacrée aux mesures prises par les entités non parties ; les sections suivantes portent sur les activités que mène le secrétariat dans les domaines de la sensibilisation et de la communication (sect. X) et de la participation et du renforcement des capacités des jeunes (sect. XI) ; la section XII conclut le rapport en présentant les prochaines étapes.

¹ Décisions 18/CP.26, préambule et par. 4, et 22/CMA.3, préambule et par. 4.

² Annexe des décisions 18/CP.26 et 22/CMA.3.

³ Cohérence des politiques, coordination des mesures, outils et appui, et suivi, évaluation et établissement de rapports.

⁴ Décisions 18/CP.26, par. 12 a), et 22/CMA.3, par. 12 a).

⁵ Annexe des décisions 23/CP.27 et 22/CMA.4.

⁶ Décisions 23/CP.27, par. 7, et 22/CMA.4, par. 7.

7. Les annexes I et II indiquent où trouver, dans le rapport, des informations sur les activités prescrites au titre du programme de travail de Glasgow et de son plan d'action, respectivement. L'annexe III contient une liste non exhaustive des pratiques et des ressources associées au suivi et à l'évaluation de la mise en œuvre de l'AAC et à l'établissement de rapports à ce sujet et l'annexe IV rend compte des lignes directrices et des bonnes pratiques relatives à l'éducation et à l'autonomisation des enfants en matière d'action climatique.

C. Mesures que pourrait prendre l'Organe subsidiaire de mise en œuvre

8. Le SBI voudra peut-être tirer parti des informations figurant dans le présent rapport pour :
- a) Suivre et contrôler la mise en œuvre de l'AAC et du programme de travail de Glasgow, ainsi que du plan d'action y relatif ;
 - b) Élaborer à l'intention du secrétariat des directives relatives à l'établissement des futurs rapports annuels succincts sur l'état d'avancement des activités prévues dans le programme de travail de Glasgow.

II. Activités prescrites

A. Manifestation organisée à la session de la Conférence des Parties

9. Dans le cadre du programme de travail de Glasgow, les présidences de chaque session de la COP et de la CMA sont invitées à organiser, avec l'appui du secrétariat, une manifestation en cours de session qui soit axée sur un domaine thématique en rapport avec la Convention et l'Accord de Paris, afin de promouvoir la cohérence et de renforcer la coordination des travaux sur l'AAC menés par les organes constitués et d'autres entités des Nations Unies et dans le cadre d'autres processus des Nations Unies⁷.

10. La manifestation organisée à la vingt-huitième session de la COP était intitulée « Permettre une transition équitable, inclusive et juste » et animée par le coordonnateur de l'AAC de la Zambie et un représentant de Climate Tracker Asia⁸. Dans leurs remarques de bienvenue, les représentants de la présidence de la vingt-huitième session de la COP et du secrétariat ont souligné que les changements climatiques touchaient tout le monde, mais à des degrés divers, et qu'il ne pouvait y avoir de transition juste sans participation de l'ensemble de la société. Ils ont présenté cette manifestation comme une occasion d'appréhender l'AAC en tant que catalyseur d'une transition juste et équitable.

11. Dans son exposé introductif, le Coprésident du Comité d'experts de Katowice sur les impacts des mesures de riposte mises en œuvre a présenté le travail du Comité en matière de transition juste pour la population active et de création d'emplois décents et de qualité. Il a insisté sur le fait qu'il incombait à tous les membres de la société d'œuvrer collectivement en faveur d'une transition solide et durable et qu'il importait que tous les acteurs concernés mettent en place des garanties sociales et des mécanismes de coopération adéquats à tous les niveaux.

12. Ensuite, un représentant de l'Institut espagnol pour la transition juste a présenté une stratégie nationale de transition juste axée sur la décarbonisation du système énergétique. En cours d'élaboration, cette stratégie vise à tirer le meilleur parti de la transition du charbon vers les énergies renouvelables tout en garantissant que chacun, en particulier les femmes et les autres populations vulnérables, ait accès dans des conditions d'égalité aux possibilités découlant de cette transition. Le représentant a souligné l'importance que le dialogue social entre les autorités, les entreprises, les syndicats, les travailleurs et les populations revêtait pour une planification et une exécution concertées des politiques et actions climatiques.

⁷ Décisions 18/CP.26, annexe, par. 6 b), et 22/CMA.3, annexe, par. 6 b).

⁸ L'enregistrement est disponible à l'adresse : <https://unfccc.int/event/ace-in-session-event-empowering-a-fair-inclusive-and-just-transition>.

13. Ensuite, des débats tenus sous la forme d'un « World Café » ont porté sur la manière dont l'AAC pouvait faire progresser la transition juste, l'accent ayant été mis sur des thèmes tels que la collaboration à plusieurs niveaux, les lignes directrices existantes, les approches participatives et l'inclusion des populations locales, des peuples autochtones, des jeunes et des femmes dans le contexte d'une transition juste. Ces débats ont été animés par les coordonnateurs de l'AAC du Nigéria et du Panama, par des représentants de l'Observatoire de l'AAC, de Climate Outreach, de l'Organisation internationale du Travail, du Groupe Femmes et genre et du collectif YOUNGO (organisations non gouvernementales de jeunes), et par un membre du Groupe de facilitation de la plateforme des communautés locales et des peuples autochtones. Les participants ont convenu qu'il importait d'associer l'ensemble de la société à la conception et à l'exécution de politiques, stratégies et mesures de transition juste qui s'adaptent aux différentes circonstances et répondent aux différents besoins des individus, et ont souligné que les six éléments de l'AAC étaient essentiels pour faire en sorte que tous les membres de la société soient correctement éduqués et formés pour faire face aux changements climatiques et soient capables de s'approprier ces politiques, ces stratégies et ces mesures.

14. Pour conclure la manifestation, le coordonnateur de l'AAC des Émirats arabes unis a souligné que les éléments de l'AAC étaient indispensables à la promotion d'une transition équitable, inclusive et juste et a encouragé les participants à réfléchir aux débats qui venaient de se tenir et à s'efforcer d'intégrer l'AAC dans les politiques, stratégies et actions nationales relatives aux changements climatiques, en veillant à ce que personne ne soit laissé de côté sur la voie d'un avenir durable et à faible émission de carbone.

B. Dialogue sur l'Action pour l'autonomisation climatique

15. La COP, à sa vingt-sixième session, et la CMA, à sa troisième session, ont demandé au SBI d'organiser à sa première session ordinaire de chaque année, avec la participation des Parties, des représentants des organes constitués pertinents et des spécialistes, praticiens et acteurs intéressés, un dialogue annuel sur l'AAC qui se concentrerait sur les progrès accomplis dans l'exécution du programme de travail de Glasgow et sur ses quatre domaines prioritaires⁹.

16. Le Dialogue 2024 sur l'AAC, qui portait sur le domaine prioritaire des outils et de l'appui, s'est déroulé à la soixantième session du SBI¹⁰. Son ordre du jour et ses modalités avaient été définis sur la base des communications pertinentes des Parties et des entités non parties¹¹.

17. Conformément au plan d'action relatif au programme de travail de Glasgow, le secrétariat a organisé pendant le Dialogue une séance dirigée par des experts sur la manière de rédiger des propositions de projet solides visant à appuyer l'exécution des activités relatives à l'AAC (activité C.3).

18. Le secrétariat s'est en outre efforcé de ménager une place dans l'ordre du jour du Dialogue 2024 sur l'AAC, y compris dans la Galerie de l'AAC, pour l'exécution des activités ci-après prévues dans le plan d'action :

a) Les Parties et les organisations concernées ont été invitées à partager des données d'expérience et de bonnes pratiques à l'occasion de dialogues, d'ateliers et de consultations au niveau régional et à en présenter les résultats lors du Dialogue sur l'AAC (activité B.1) ;

⁹ Décisions 18/CP.26, par. 11 b), et 22/CMA.3, par. 11 b).

¹⁰ L'ordre du jour du Dialogue, les présentations qui y ont été faites et l'enregistrement de la séance sont disponibles à l'adresse : https://unfccc.int/event/in-session-action-for-climate-empowerment-ace-dialogue_2024.

¹¹ Toutes les communications des Parties et des entités non parties mentionnées dans le présent rapport sont disponibles à l'adresse : <https://www4.unfccc.int/sites/submissionsstaging/Pages/Home.aspx> (en recherchant « Action for Climate Empowerment »).

b) Le secrétariat a été chargé d'accroître les échanges mutuels entre coordonnateurs nationaux de l'AAC au sujet des activités relatives à l'AAC menées au niveau national, notamment dans le cadre du Dialogue sur l'AAC (activité B.2) ;

c) Il a été demandé au secrétariat et aux organisations concernées d'offrir aux jeunes la possibilité de faire des présentations lors des dialogues sur l'AAC afin de souligner le rôle de leader que jouent les jeunes dans l'action climatique (activité C.2).

1. Ouverture du Dialogue

19. Le Dialogue 2024 de l'AAC a été ouvert et était animé par les coordonnateurs de l'AAC de la République dominicaine et des États-Unis d'Amérique.

20. Le Président du SBI et le Secrétaire exécutif de la Convention ont souhaité la bienvenue aux participants et ont souligné que l'AAC jouait un rôle crucial de mobilisation de l'ensemble de la société en faveur de la lutte contre les changements climatiques. Ils ont insisté sur la nécessité de donner la priorité à l'AAC et à ses éléments dans les prochaines contributions déterminées au niveau national (CDN) et ont encouragé les participants à partager des idées, de bonnes pratiques et des leçons tirées dans le domaine prioritaire des outils et de l'appui visant à favoriser la mise en œuvre de l'AAC.

2. Jour 1 : Outils et appui visant à favoriser la mise en œuvre de l'Action pour l'autonomisation climatique

21. Un représentant de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR) a animé une discussion introductive au cours de laquelle les coordonnateurs de l'AAC de l'Italie et de Trinité-et-Tobago et un représentant de Climate Outreach se sont penchés sur les difficultés et les possibilités associées à l'accès aux outils et à l'appui visant à favoriser la mise en œuvre de l'AAC, en particulier s'agissant d'intégrer les éléments de l'AAC dans tous les flux de travail sur les changements climatiques, de promouvoir la collaboration interministérielle et multisectorielle aux fins de l'AAC et d'obtenir des financements permettant d'exécuter les activités relatives à l'AAC d'une manière inclusive et associant diverses parties prenantes à tous les niveaux.

22. Ensuite, les experts et les participants ont discuté, sous la forme d'un « World Café », des outils et de l'appui existant, en particulier des six éléments de l'AAC et de l'intégration de l'AAC dans les CDN. Ce débat a été animé par le coordonnateur de l'AAC du Panama et des représentants de Care About Climate, de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), de l'UNITAR et de World Vision Ireland, qui ont également rendu compte de l'action de leur pays ou de leur organisation en faveur de l'AAC. Les participants ont souligné qu'il fallait rassembler tous les acteurs concernés afin de créer des synergies utiles à la mise en œuvre de l'AAC à tous les niveaux, notamment qu'il fallait mobiliser concrètement l'ensemble des parties prenantes, y compris les enfants, les jeunes, les femmes, les peuples autochtones, les populations locales, les personnes handicapées et les groupes particulièrement vulnérables aux effets néfastes des changements climatiques, et leur donner les moyens d'agir. Ils ont aussi affirmé que la mise au point d'outils et de ressources adaptables aux différents contextes locaux et la collecte de données et d'éléments factuels sur les activités efficaces de mise en œuvre de l'AAC étaient des moyens possibles de faciliter la mise en œuvre de l'AAC.

23. À l'issue des échanges, la Jeune championne de l'action climatique désignée par la présidence de la vingt-neuvième session de la COP a souligné qu'il fallait que les enfants et les jeunes aient davantage accès aux outils et à l'appui leur permettant d'intensifier leur action climatique et a appelé à une plus grande participation des enfants et des jeunes à l'élaboration de solutions visant à bâtir un avenir sûr et juste pour tous.

24. Les participants ont ensuite été répartis en petits groupes et ont discuté des moyens de faire progresser le domaine prioritaire relatif aux outils et à l'appui. Les discussions, qui ont été animées par les coordonnateurs de l'AAC de l'Australie, des Émirats arabes unis, du Libéria et de Trinité-et-Tobago ainsi que par des représentants de l'Observatoire de l'AAC,

du Chili, de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), de la Fédération internationale des associations et institutions de bibliothèques, de l'UNITAR et du collectif YOUNGO, ont notamment porté sur la nécessité :

a) De tirer parti du potentiel inexploité des universités, des instituts de recherche, des institutions culturelles et artistiques, des organisations locales et confessionnelles et du secteur privé pour ce qui est de faire connaître l'AAC et de favoriser sa mise en œuvre à tous les niveaux ;

b) De renforcer les capacités, y compris au niveau institutionnel, afin d'élaborer des approches consultatives et participatives plus efficaces pour la mise en œuvre de l'AAC et de donner aux coordonnateurs de l'AAC les compétences et les ressources dont ils ont besoin pour se coordonner avec d'autres parties prenantes et collaborer avec elles à la mise en œuvre de l'AAC ;

c) De mobiliser des fonds pour la mise en œuvre de l'AAC par divers canaux, y compris les organisations philanthropiques et le secteur privé, et d'aligner les guichets et mécanismes de financement existants sur les objectifs de l'AAC afin d'accélérer sa mise en œuvre à tous les niveaux ;

d) De mettre au point, avec la participation des coordonnateurs, des moyens efficaces et systématiques de collecter et diffuser des informations sur les initiatives et projets existants relatifs à l'AAC en vue de faciliter l'échange de données et de ressources couvrant les besoins des différentes populations.

3. Jour 2 : Séance dirigée par des experts sur la manière de rédiger des propositions de projet solides visant à appuyer l'exécution des activités relatives à l'AAC

25. Un représentant de l'Alliance pour le climat et le développement a animé la séance, qui visait à mieux faire connaître les méthodes et ressources disponibles pour la rédaction – et donc à renforcer les capacités des participants de rédiger – des propositions de projet solides visant à appuyer l'exécution des activités relatives à l'AAC.

26. Un représentant du secrétariat a présenté des projets liés à l'AAC menés au Bangladesh, au Burundi, au Pérou et en Zambie, expliquant que les projets de ce type pouvaient soit se concentrer exclusivement sur la mise en œuvre de l'AAC, soit intégrer dans leur planification et leur exécution un ou plusieurs éléments de l'AAC. Il a dit que l'une des difficultés souvent associées à la rédaction de propositions de projet était celle consistant à trouver des moyens d'intégrer l'AAC et ses éléments dans la proposition et d'en faire un outil pour accroître l'ambition climatique et promouvoir l'appropriation des projets.

27. S'est ensuite tenue une table ronde sur les sources de financement des projets liés à l'AAC. Un représentant du Fonds vert pour le climat a présenté les moyens que le Programme d'appui à la planification et aux activités préparatoires du Fonds pouvait mettre à disposition des projets liés à l'AAC et a donné des exemples de projets concernant des systèmes locaux d'adaptation et d'alertes précoces bénéficiant de l'appui du Fonds. Il a aussi mis en avant la politique environnementale et sociale du Fonds, qui garantit que les parties prenantes sont consultées sur la conception et l'exécution de tous les projets et activités menés avec son financement. Un représentant de l'Institut bouddhiste italien Soka Gakkai a donné des informations sur les fonds disponibles réservés aux activités relatives à l'AAC dans le cadre de l'initiative italienne « 8x1000 », et a formulé des recommandations pour la conception de projets liés à l'AAC ciblés et efficaces.

28. Un représentant de l'Alliance pour le climat et le développement a ensuite exposé les éléments clefs d'une proposition de projet solide, à savoir la définition d'objectifs précis, mesurables et réalisables, une bonne compréhension des risques encourus et un fil conducteur clair garantissant la cohérence de l'ensemble de la proposition de projet. Il a souligné qu'il importait d'inclure, dans la proposition, la théorie du changement sous-tendant le projet, tandis qu'un représentant de l'Observatoire de l'AAC a donné l'exemple de la théorie du changement élaborée pour un projet visant à renforcer le leadership en matière de politique climatique en Asie du Sud.

29. En groupes, les participants ont ensuite pris part à des exercices qui consistaient à élaborer un projet lié à l'AAC ou à intégrer l'AAC dans des projets existants ou nouveaux et qui supposaient de rédiger une théorie du changement. Les exercices ont été l'occasion d'un apprentissage entre pairs et ont mis en évidence les domaines de collaboration possibles entre tous les acteurs concernés par l'AAC.

4. Clôture du dialogue

30. Avant de clore le Dialogue, le Président du SBI a remercié les modérateurs, les orateurs et les experts d'avoir permis aux participants de mieux comprendre les outils et l'appui disponibles aux fins de la mise en œuvre de l'AAC et de la rédaction de propositions de projets liés à l'AAC et a encouragé les participants à réfléchir aux moyens de concrétiser les résultats des discussions du Dialogue.

5. Galerie de l'Action pour l'autonomisation climatique

31. La deuxième édition de la Galerie de l'AAC, séance consacrée aux affiches sur l'AAC, les enfants et les jeunes, s'est tenue à la soixantième session des organes subsidiaires et visait à mettre en lumière des activités multipartites à plusieurs niveaux relatives à l'AAC et à encourager la poursuite du dialogue et de la collaboration entre les acteurs concernés par l'AAC, y compris par des échanges interpersonnels entre les auteurs d'affiches et les participants.

32. À la suite d'un appel à manifestation d'intérêt, le secrétariat a sélectionné 42 affiches à exposer, dont 24 mettent en avant des initiatives et des projets axés sur l'éducation et l'autonomisation des enfants et des jeunes en matière d'action climatique¹².

III. Pratiques et ressources en matière de suivi et d'évaluation de la mise en œuvre de l'Action pour l'autonomisation climatique et d'établissement de rapports à ce sujet

33. Le plan d'action relatif au programme de travail de Glasgow prévoit que le secrétariat compile des informations sur le suivi, l'évaluation et l'établissement de rapports concernant les bonnes pratiques et les ressources et mette ces informations à la disposition des Parties afin que celles-ci puissent les utiliser pour établir leurs rapports sur les activités relatives à l'AAC sur une base volontaire (activité D.1).

34. Une liste non exhaustive de pratiques et de ressources, qui s'ajoutent à celles figurant dans le rapport annuel succinct de 2023 sur l'état d'avancement des activités prévues dans le programme de travail de Glasgow¹³, figure à l'annexe III. Elle repose sur les communications pertinentes des Parties et des entités non parties.

IV. Lignes directrices et bonnes pratiques relatives à l'éducation et à l'autonomisation des enfants en matière d'action climatique

35. Le plan d'action relatif au programme de travail de Glasgow prévoit que le secrétariat recense et rassemble les lignes directrices et les bonnes pratiques relatives à l'éducation et à l'autonomisation des enfants en matière d'action climatique, en accordant une attention particulière à l'égalité des sexes et à l'inclusion des personnes handicapées (activité C.2).

36. L'annexe IV rend compte des lignes directrices et des bonnes pratiques existantes. Elle a été élaborée sur la base d'une étude de la documentation spécialisée réalisée par le secrétariat et des communications pertinentes des Parties et des entités non parties.

¹² Toutes les affiches sont disponibles à l'adresse : <https://unfccc.int/topics/action-for-climate-empowerment-children-and-youth/events-meetings/ace-dialogues/about-the-ace-dialogues/ace-gallery/2024-ace-gallery>.

¹³ FCCC/SBI/2023/16, annexe III.

V. Coordonnateurs nationaux de l'Action pour l'autonomisation climatique

A. Nombre de coordonnateurs

37. Dans le cadre du programme de travail de Glasgow, les Parties sont encouragées à continuer de désigner des coordonnateurs nationaux de l'AAC, de leur confier des responsabilités ainsi que de leur apporter un appui, notamment technique et financier, et de leur donner accès aux informations et aux documents pertinents¹⁴.

38. Au 31 août 2024, 142 Parties étaient dotées d'un ou de plusieurs coordonnateurs de l'AAC ; parmi les 26 coordonnateurs nommés pendant la période considérée, 19 l'ont été pour remplacer un coordonnateur existant et 7 constituaient les premiers coordonnateurs des Parties concernées. Certaines Parties disposaient de deux coordonnateurs nationaux, un titulaire et un remplaçant¹⁵.

B. Renforcement des capacités et réseautage

39. Dans le cadre du programme de travail de Glasgow, le secrétariat est chargé de renforcer le réseau des coordonnateurs nationaux de l'AAC aux niveaux international et régional, notamment en facilitant les échanges réguliers de points de vue, de bonnes pratiques et d'enseignements tirés de l'expérience, afin de développer et de renforcer les capacités et les compétences, et en favorisant l'appui des pairs à la mise en œuvre de l'AAC¹⁶.

40. En outre, le plan d'action relatif au programme de travail de Glasgow prévoit que le secrétariat propose des activités de renforcement des capacités aux coordonnateurs nationaux de l'AAC (activité C.1) et accroisse les échanges mutuels entre coordonnateurs au sujet des activités relatives à l'AAC menées au niveau national, notamment dans le cadre des dialogues sur l'AAC, des semaines régionales du climat et des réunions informelles en ligne de réseautage (activité B.2).

1. Académie des coordonnateurs

41. Rattachée à la plateforme de l'AAC¹⁷, l'académie des coordonnateurs de l'AAC¹⁸ propose des modules de formation pratiques et interactifs conçus pour répondre aux besoins recensés par les coordonnateurs nationaux et les négociateurs. Elle permet aussi aux pairs et aux experts des domaines concernés d'interagir et de présenter de bonnes pratiques liées à la mise en œuvre de l'AAC au niveau national. Pendant la période considérée, le secrétariat a organisé une réunion de l'académie, qui s'est tenue selon des modalités hybrides à la soixantième session des organes subsidiaires et était notamment axée sur le renforcement du réseau des coordonnateurs nationaux de l'AAC, le recensement des possibilités de partenariats et de collaboration et le renforcement des capacités nécessaires à l'évaluation des besoins liés à l'AAC et à la participation concrète des enfants et des jeunes à la prise de décisions et l'action climatiques au niveau national. Quelque 35 coordonnateurs nationaux de l'AAC et représentants de 23 pays ont pris part à la réunion, à laquelle ont aussi participé des experts ou des représentants de l'Alliance pour le climat et le développement, de l'organisation Education Cannot Wait, de la FAO, du Programme de microfinancements du

¹⁴ Décisions 18/CP.26, annexe, par. 8, et 22/CMA.3, annexe, par. 8.

¹⁵ La liste des coordonnateurs nationaux de l'AAC est disponible à l'adresse : <https://unfccc.int/topics/education-youth/national-ace-focal-points>.

¹⁶ Décisions 18/CP.26, annexe, par. 11 a) i), et 22/CMA.3, annexe, par. 11 a) i).

¹⁷ La plateforme de l'AAC est un projet de collaboration sur trois ans lancé en 2022 avec le Ministère de l'économie, de l'industrie, de l'action climatique et de l'énergie du Land allemand de Rhénanie-du-Nord-Westphalie et qui vise à soutenir la participation concrète des jeunes aux politiques et à l'action climatiques et à renforcer la coopération entre les autorités, les entités non parties et les organisations, experts et entreprises de Rhénanie-du-Nord-Westphalie pour faire face aux changements climatiques. Voir <https://unfccc.int/ace-hub>.

¹⁸ Voir <https://unfccc.int/ace-hub/national-ace-focal-points-academy#2024>.

Fonds pour l'environnement mondial, du Gouvernement du Québec, de la Fondation internationale et ibéro-américaine pour l'administration publique et les politiques gouvernementales, de l'UNICEF, de l'UNITAR, du collectif YOUNGO et du Youth Climate Justice Fund.

2. Ateliers organisés pendant les semaines régionales du climat

42. Les semaines régionales du climat 2023 ont donné aux décideurs politiques, aux praticiens, aux chefs d'entreprise et aux membres de la société civile l'occasion de discuter, au niveau régional, du rôle que la transformation des systèmes jouait s'agissant de favoriser et d'accélérer la réalisation de l'objectif énoncé dans l'Accord de Paris et consistant à limiter le réchauffement planétaire à 1,5 °C. Les conclusions de ces discussions sont venues alimenter le premier bilan mondial. Ces semaines régionales étaient axées sur les systèmes et industries énergétiques ; les villes, les zones urbaines et rurales, les infrastructures et les transports ; la terre, les océans, l'alimentation et l'eau ; les sociétés, la santé, les moyens de subsistance et l'économie.

43. Pendant chacune des semaines régionales du climat de 2023, le secrétariat a organisé un atelier régional (voir ci-dessous) au cours duquel des Parties et entités non parties ont présenté de bonnes pratiques relatives au recours à l'AAC à l'appui de la transformation des systèmes et ont discuté des moyens d'intégrer davantage l'AAC dans l'exécution des politiques et mesures de lutte contre les changements climatiques¹⁹ :

a) Pendant la Semaine africaine du climat, l'atelier s'est tenu le 8 septembre 2023 et était organisé en coopération avec les coordonnateurs de l'AAC du Kenya et du Nigéria et des représentants du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et de l'UNITAR ;

b) Pendant la semaine du climat du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, l'atelier s'est tenu le 11 octobre 2023 et était organisé en coopération avec le coordonnateur de l'AAC des Émirats arabes unis et des représentants de l'Organisation arabe de développement agricole, de la FAO, de l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA), de l'Arabie saoudite, du Soudan et de l'UNICEF ;

c) Pendant la Semaine du climat de l'Amérique latine et des Caraïbes, l'atelier s'est tenu le 26 octobre 2023 et était organisé en coopération avec des représentants du Centre caribéen pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique, de l'organisation Climate Route, du Panama, du PNUD et de l'UNICEF ;

d) Pendant la Semaine du climat de l'Asie et du Pacifique, l'atelier s'est tenu le 16 novembre 2023 et était organisé en coopération avec des représentants de BBC Media Action, du SLYCAN Trust et l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.

3. Activités informelles de réseautage

44. Pendant la période considérée, le secrétariat a organisé trois rencontres informelles de réseautage :

a) Une rencontre en personne le 9 décembre 2023, à la vingt-huitième session de la COP, pendant laquelle les membres de l'Alliance des Nations Unies pour l'Action en faveur de l'autonomisation climatique ont eu l'occasion de passer en revue les activités en cours et prévues au titre de l'AAC et de réseauter avec des coordonnateurs nationaux de l'AAC dans la perspective d'une éventuelle collaboration ;

b) Une rencontre en ligne le 18 avril 2024, au cours de laquelle le collectif YOUNGO a fait connaître ses besoins et priorités liés à l'AAC, qu'il avait déjà mentionnés dans la déclaration mondiale de la jeunesse, et le secrétariat a présenté ses projets pour le Dialogue 2024 de l'AAC et l'académie des coordonnateurs de l'AAC et a recueilli des contributions à ce sujet ;

¹⁹ Voir <https://unfccc.int/topics/education-youth/ace-hub/regional-ace-workshops>.

c) Une rencontre en ligne les 19 et 21 août 2024, organisée en coopération avec l'UNITAR, qui était axée sur des exemples de projets liés à l'AAC dans différentes régions et sur la facilitation de l'échange de données d'expérience liées à la mobilisation de financements et de ressources pour la mise en œuvre de l'AAC au niveau national.

C. Appui à la participation aux réunions internationales

45. Selon le plan d'action relatif au programme de travail de Glasgow, le secrétariat est chargé de rendre compte de l'appui notamment financier fourni en vue de la participation des coordonnateurs nationaux de l'AAC aux réunions internationales telles que les dialogues sur l'AAC et les sessions des organes subsidiaires et de la COP (activité C.3).

46. Pendant la période considérée, le secrétariat a aidé quatre coordonnateurs nationaux de l'AAC ou leurs représentants désignés à participer, notamment, à la soixantième session des organes subsidiaires, au dialogue 2024 de l'AAC et à la réunion de l'académie des coordonnateurs de l'AAC.

VI. Renseignements utiles provenant des communications et des rapports des Parties soumis au titre de la Convention

47. Dans le cadre du programme de travail de Glasgow, les Parties sont encouragées à renforcer la prise en compte de l'AAC dans les politiques, stratégies, mesures et plans nationaux relatifs au climat et sont invitées à fournir, dans les communications nationales et dans d'autres rapports, des informations sur les activités et les politiques liées à la mise en œuvre de l'AAC (réalisations, enseignements à retenir, expériences faites, problèmes et possibilités)²⁰.

48. Selon le rapport de synthèse de 2023 sur les CDN²¹, les Parties ont généralement présenté les principes généraux, les réalisations passées, les engagements futurs, ainsi que les besoins et les lacunes constatés au regard de l'AAC de manière plus claire et plus détaillée dans leurs CDN nouvelles ou actualisées que dans leurs CDN précédentes. Davantage de Parties ont indiqué dans leur CDN que l'AAC était un moyen utile de mobiliser la société et de lui donner les moyens de réaliser les objectifs en matière d'atténuation et d'adaptation décrits dans leur CDN.

49. Au 31 août 2024, 34 Parties avaient soumis des CDN nouvelles ou actualisées depuis la publication du rapport de synthèse de 2023. Le secrétariat analysera ces CDN et consignera les résultats recueillis dans la prochaine version du rapport de synthèse, pour examen par la CMA à sa sixième session.

50. Dans les communications soumises par les Parties pendant la période considérée et utilisées pour élaborer le rapport de synthèse annuel :

a) L'Australie a présenté sa stratégie nationale de mobilisation des jeunes, qui vise à favoriser l'élaboration de politiques et d'initiatives qui prennent en compte les avis des jeunes et leur donnent les moyens de collaborer avec les autorités publiques en vue de l'élaboration des politiques, à améliorer la collaboration avec les jeunes, en particulier les jeunes autochtones, par l'intermédiaire du forum national de la jeunesse, des groupes consultatifs de jeunes et du comité directeur de la jeunesse, et à renforcer la capacité des autorités d'associer les jeunes à l'élaboration des politiques ;

b) L'Équateur a communiqué des informations sur les activités d'éducation, de formation, de sensibilisation du public et de participation menées aux niveaux national et local, notamment l'élaboration, avec l'aide du Partenariat pour les CDN, de l'UNICEF et de

²⁰ Décisions 18/CP.26, annexe, par. 7 et 15 a), et 22/CMA.3, annexe, par. 7 et 15 a).

²¹ FCCC/PA/CMA/2023/12, par. 115 et 116. Publié le 14 novembre 2023, le rapport synthétise les informations issues des 168 dernières CDN disponibles communiquées par les 195 Parties à l'Accord de Paris et enregistrées dans le registre des CDN au 25 septembre 2023.

l'UNITAR, d'une stratégie nationale d'AAC qui vise à définir les domaines dans lesquels les membres de la société civile et d'autres secteurs clefs et les universitaires peuvent participer à la gestion des changements climatiques ;

c) L'Union européenne a rendu compte des activités liées à l'AAC menées par ses États membres dans les quatre domaines prioritaires du programme de travail de Glasgow, par exemple l'initiative que le Conseil sâme du climat en Finlande a lancée en octobre 2023 pour tenir compte des connaissances et perspectives des peuples autochtones dans les processus d'élaboration des politiques climatiques, l'atelier de préparation à la soixantième session des organes subsidiaires organisé par le Gouvernement belge en avril 2024 à l'intention de jeunes délégués de huit pays de l'Union européenne, et une formation obligatoire, qui devra être achevée d'ici à la fin de l'année 2024 et qui vise à sensibiliser environ 25 000 hauts fonctionnaires de tous les ministères de France aux difficultés liées à la transition écologique et à mieux leur faire comprendre les enjeux ;

d) Le Panama a présenté ses initiatives liées à l'AAC qui ciblent les jeunes en tant que groupe important, notamment l'Académie des jeunes leaders de la lutte contre les changements climatiques, le programme de stages sur les changements climatiques, l'initiative « Opération COP : Ambassadeurs de la jeunesse pour le climat » et l'Académie SDG7, qui visent toutes à renforcer les capacités des jeunes et à encourager le réseautage et la collaboration des jeunes s'agissant de la prise de décisions et de l'action climatiques ;

e) Trinité-et-Tobago a donné un aperçu des activités liées à l'AAC menées au niveau national, notamment la création, en juin 2024, du programme des jeunes ambassadeurs pour le climat, qui vise à accroître les connaissances relatives aux changements climatiques des personnes âgées de 15 à 35 ans grâce à une approche coordonnée et collaborative, et a indiqué que des organisations du secteur privé telles que les chambres de commerce des Caraïbes et Climate Analytics soutenaient des initiatives de renforcement des capacités relatives à l'AAC et que le Gouvernement travaillait avec des organisations de la société civile en vue de mieux faire connaître et comprendre les effets des changements climatiques ;

f) Les États-Unis ont fait état des mesures liées à l'AAC qui sont prises aux niveaux national et infranational, notamment de la publication en septembre 2024, par le United States Global Change Research Program, du guide actualisé pour une meilleure compréhension des enjeux climatiques, qui s'appuiera sur les contributions d'organismes publics et les consultations tenues avec des acteurs nationaux et internationaux, et du lancement, en septembre 2023, de l'American Climate Corps, destiné à doter plus de 20 000 jeunes de compétences en matière d'énergie propre, de conservation et de résilience climatique, à les mettre sur la voie d'emplois bien rémunérés et, ce faisant, à s'attaquer à la crise climatique.

51. Selon le plan d'action relatif au programme de travail de Glasgow, le secrétariat est chargé de recenser les bonnes pratiques en matière d'intégration des éléments de l'AAC dans les politiques, plans, stratégies et mesures ayant trait au climat, notamment compte tenu du onzième alinéa du préambule de l'Accord de Paris (activité A.2).

52. Le secrétariat a donc préparé un recueil de bonnes pratiques concernant l'intégration des éléments de l'AAC dans les CDN²², dans lequel il donne des exemples d'activités et de mesures liées à l'AAC incluses dans les CDN et présente des moyens de renforcer le rôle de l'AAC dans l'élaboration et l'exécution des nouvelles CDN ou des CDN actualisées après la conclusion du premier bilan mondial.

²² Le recueil est disponible à l'adresse : <https://unfccc.int/documents/640944>.

VII. Mise en œuvre de l'Action pour l'autonomisation climatique par les organes constitués au titre de la Convention

53. Au titre du programme de travail de Glasgow, tous les organes constitués ont été invités à faire figurer dans leurs rapports périodiques des informations sur la manière dont l'AAC est mise en œuvre dans leurs secteurs d'activité respectifs²³.

54. En outre, le plan d'action relatif au programme de travail Glasgow prévoit que le secrétariat recense les bonnes pratiques en matière d'intégration des six éléments de l'AAC dans les travaux des organes constitués (activité A.1).

55. Les 12 organes constitués²⁴ qui ont présenté leur rapport périodique pendant la période considérée y ont fait figurer des informations sur la mise en œuvre de l'AAC et de ses éléments, notamment en ce qui concerne la sensibilisation du public, la participation et l'accès à l'information :

a) Le Comité de l'adaptation a mis au point une enquête en ligne, qui était disponible dans les six langues officielles de l'ONU entre juillet et septembre 2023, afin de déterminer quel était son public cible actuel et potentiel et d'améliorer continuellement ses efforts de communication. L'enquête s'est accompagnée d'une vaste campagne d'information, menée par l'intermédiaire des points de contact du Comité pour l'adaptation, des centres régionaux de collaboration, des bulletins d'information internes et externes et des médias sociaux. Les résultats de l'enquête ont été communiqués au Comité à sa vingt-quatrième réunion et sont accessibles au public. Le Comité a décidé de relancer l'enquête immédiatement après sa vingt-quatrième réunion et de la rendre de nouveau accessible sur le site Web de la Convention²⁵ afin que davantage de personnes puissent y répondre, et d'en présenter les résultats à sa vingt-cinquième réunion ;

b) À sa neuvième réunion, le Comité chargé de la mise en œuvre et du respect des dispositions de l'Accord de Paris a pris note d'une présentation sur l'AAC faite par le secrétariat. Il est convenu de poursuivre les discussions sur cette question afin de trouver des moyens d'accroître la participation des observateurs à ses travaux. Afin de mieux faire connaître les travaux du Comité, le secrétariat a élaboré un cours en ligne²⁶ qui donne notamment une description détaillée de la fonction, de la nature et du fonctionnement du Comité et qui favorise ainsi l'application et le respect des dispositions de l'Accord de Paris grâce à l'éducation, la formation et la sensibilisation du public ;

c) La COP a encouragé le Comité permanent du financement (CPF) à faciliter la participation du secteur privé, des institutions financières et des milieux universitaires à son forum, et lui a demandé de renforcer encore son dialogue avec les parties prenantes²⁷. Le thème de l'édition 2023 du Forum sur le financement de transitions justes ayant été arrêté en 2022, les cofacilitateurs ont établi le programme du Forum avant la trente et unième réunion du CPF, en tenant compte des sous-thèmes que les membres du CPF et les observateurs avaient proposés aux vingt-neuvième et trentième réunions, notamment la définition des rôles que les entités non parties, y compris le secteur privé, ont à jouer dans le financement de transitions justes et les moyens de les soutenir, et la promotion de transitions justes et inclusives, qui ne laissent pas de côté les travailleurs et les populations et parties prenantes touchées.

²³ Décisions 18/CP.26, annexe, par. 6 a), et 22/CMA.3, annexe, par. 6 a).

²⁴ Comité de l'adaptation, Conseil consultatif du Centre-Réseau des technologies climatiques, Groupe consultatif d'experts, Comité exécutif du Mécanisme international de Varsovie relatif aux pertes et préjudices liés aux incidences des changements climatiques, Groupe de facilitation de la plateforme des communautés locales et des peuples autochtones, Comité d'experts de Katowice sur les impacts des mesures de riposte mises en œuvre, Groupe d'experts des pays les moins avancés, Comité chargé de la mise en œuvre et du respect des dispositions de l'Accord de Paris, Comité de Paris sur le renforcement des capacités, Comité permanent du financement, Organe de supervision et Comité exécutif de la technologie.

²⁵ <https://unfccc.int/audience-assessment-survey>.

²⁶ Disponible à l'adresse : <https://elearning.informea.org/> sous « Climate and atmosphere ».

²⁷ Décisions 5/CP.18, par. 4, et 8/CP.23, par. 14.

VIII. Alliance des Nations Unies en faveur de l'Action pour l'autonomisation climatique

56. Au titre du programme de travail de Glasgow, le secrétariat et les autres organisations des Nations Unies et organisations intergouvernementales sont invités à renforcer leur collaboration en vue de coordonner l'appui aux activités des Parties relatives à l'AAC et d'éviter tout double emploi²⁸.

57. Le secrétariat établit un résumé annuel des activités, initiatives et programmes menés en collaboration avec des organismes des Nations Unies, les secrétariats des conventions et des organisations internationales. Les activités réalisées de mai 2023 à avril 2024 sont décrites dans le dernier rapport publié²⁹.

58. L'Alliance des Nations Unies en faveur de l'AAC est un réseau informel d'entités des Nations Unies qui vise à aider les Parties à concevoir, entreprendre et mener à bien des activités liées à l'éducation, à la formation, à la sensibilisation du public, à la participation du public et à l'accès à l'information dans le domaine des changements climatiques. Selon les informations sur les activités de l'Alliance dont dispose le secrétariat :

a) En Zambie, la FAO a lancé, en coopération avec des partenaires tels que l'UNESCO, l'UNITAR, l'Université Copperbelt et l'Université de Zambie, un mécanisme d'AAC censé aider le pays à s'acquitter de sa CDN. Le projet réunira les principales parties prenantes zambiennes, notamment des entités publiques, des universités, la société civile et le secteur privé, avec l'objectif d'intégrer le développement des compétences dans les programmes nationaux d'éducation et de formation en vue de stimuler les initiatives écologiques et la création d'emplois³⁰ ;

b) Le PNUD a publié les résultats de l'édition 2024 du « Peoples' Climate Vote », qui révèlent que quatre personnes sur cinq dans le monde souhaiteraient que leur pays en fasse davantage pour lutter contre les changements climatiques. Réalisé en coopération avec l'Université d'Oxford, ce vote est la plus grande enquête d'opinion publique indépendante au monde sur les changements climatiques et permet aux gens d'exprimer leurs préoccupations et leurs besoins liés aux changements climatiques³¹ ;

c) La Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) a organisé, dans le cadre du Forum Asie-Pacifique pour le développement durable tenu début 2024, un Climathon des jeunes lors duquel plus de 100 jeunes ont proposé 27 solutions à la fois pratiques et innovantes qui permettraient d'accélérer l'action climatique. Ce climathon a aussi facilité le partage des connaissances thématiques et des compétences en matière de conception de projets et de rédaction de propositions, tout en donnant aux participants l'occasion de prendre part à un forum intergouvernemental³² ;

d) L'UNESCO a continué à diriger les travaux du Partenariat pour une éducation verte, dans le cadre duquel plus de 80 États membres et 1 300 organisations collaborent pour renforcer le rôle de l'éducation dans la lutte contre les changements climatiques. Concernant les faits marquants, on peut citer la première édition du Centre pour une éducation plus verte (Greening Education Hub) et l'adoption de la Déclaration sur le programme commun pour l'éducation et le changement climatique pendant la vingt-huitième session de la COP³³, ainsi que la publication, pendant la période considérée, de deux guides sur l'écologie et l'école intitulés *Greening curriculum guidance: Teaching and learning for climate action*³⁴ et *Green school quality standard: Greening every learning environment*³⁵ ;

²⁸ Décisions 18/CP.26, annexe, par. 6 c), et 22/CMA.3, annexe, par. 6 c).

²⁹ FCCC/SBSTA/2024/INF.1.

³⁰ Voir <https://www.fao.org/climate-change/news/news-detail/launching-face-ndc--empowering-countries/en>.

³¹ Voir <https://climatepromise.undp.org/research-and-reports/peoples-climate-vote-2024>.

³² Voir <https://www.unescap.org/events/2024/youth-climathon-innovative-solutions-acceleration-climate-action-11th-apfsd-final>.

³³ Voir <https://www.unesco.org/en/sustainable-development/education/cop28>.

³⁴ UNESCO, *Greening curriculum guidance: Teaching and learning for climate action* (Paris, UNESCO, 2024). Disponible à l'adresse : <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000390022>.

³⁵ UNESCO, *Green school quality standard: Greening every learning environment* (Paris, UNESCO, 2024). Disponible à l'adresse : <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000390028>.

e) L'UNITAR a continué d'aider les pays à élaborer et à appliquer leurs stratégies nationales d'apprentissage relatives aux changements climatiques et a poursuivi ses efforts visant à améliorer les connaissances du grand public dans le domaine du climat dans le cadre du Partenariat d'apprentissage « Unité d'action des Nations Unies en matière de changements climatiques ». Il a aussi facilité la signature, pendant la vingt-huitième session de la COP, de la Déclaration régionale sur le renforcement de l'éducation au changement climatique en Afrique de l'Ouest, les signataires s'engageant à redoubler d'efforts pour augmenter sensiblement le niveau de financement de l'éducation aux changements climatiques en mobilisant des ressources financières nationales et internationales³⁶.

59. Au cours de la période considérée, le secrétariat a :

a) Organisé trois réunions informelles de l'Alliance, dont deux en présentiel à la vingt-huitième session de la COP et à la soixantième session des organes subsidiaires ;

b) Organisé, conjointement avec l'UNESCO, une série de six webinaires sur l'éducation dans le domaine des changements climatiques pour la transformation sociale, dans le cadre de la plateforme de l'AAC³⁷ ;

c) Poursuivi ses travaux dans le cadre du Partenariat pour une éducation plus verte en tant que membre de son groupe consultatif, notamment en aidant la Jeune championne de l'action climatique désignée par la présidence de la vingt-neuvième session de la COP à organiser, à Bakou, le camp d'été de la COP sur les changements climatiques destinés à de jeunes éducateurs venant de 35 pays³⁸.

IX. Actions menées par les entités non parties

60. Dans le cadre du programme de travail de Glasgow, les organismes des Nations Unies, les organisations intergouvernementales et les autres entités non parties sont invités à soumettre au secrétariat des informations sur la mise en œuvre de l'AAC à tous les niveaux³⁹. Dans les communications et informations qu'ils ont soumises au secrétariat pendant la période considérée :

a) Care About Climate a rendu compte des mesures qu'il prenait pour améliorer les connaissances relatives au climat chez les enfants et les jeunes, notamment dans le cadre de son NDC Equity Tracker et de l'International Climate Policy and Advocacy Course, un programme qui forme les jeunes afin qu'ils prennent part à l'élaboration de politiques climatiques nationales et internationales et favorise l'apprentissage entre pairs au service de l'action climatique ;

b) Le Gouvernement du Québec a fourni une liste d'initiatives qu'il soutient et qui visent à mettre en œuvre l'AAC dans la région, par exemple des projets d'éducation aux changements climatiques menés par des universités et des centres éducatifs, le programme Action-Climat Québec, qui finance les actions climatiques menées par des organisations de la société civile, et des projets pilotes de dialogue sur le climat qu'il finance et dont l'objectif est d'associer les personnes et les populations au débat et à l'action climatiques ;

c) Les représentants de la First Lady's Mazingira Awards of Kenya ont présenté la cérémonie annuelle de remise des prix, dont la première édition s'est tenue en 2023, qui met en lumière la contribution non négligeable des jeunes à la lutte contre les changements climatiques et vise à promouvoir la participation active des jeunes à l'action climatique et à créer une culture d'excellence dans ce domaine afin de bâtir un avenir plus durable et plus résilient ;

³⁶ Voir <https://www.uncclearn.org/news/cop-28-west-african-nations-embark-on-quest-to-build-climate-change-literacy-at-scale-for-all-its-citizens/>.

³⁷ Voir <https://unfccc.int/topics/education-youth/ace-hub/unesco-unfccc-webinar-series> et <https://unfccc.int/topics/action-for-climate-empowerment-children-and-youth/ace-hub/unesco-unfccc-webinar-series#Season-3-On-the-road-to-COP29>.

³⁸ Voir <https://unfccc.int/news/young-educators-learning-inspiring-and-driving-climate-action>.

³⁹ Décisions 18/CP.26, annexe, par. 15 b), et 22/CMA.3, annexe, par. 15 b).

d) Les représentants du Projet de suivi et d'évaluation de la communication et de l'éducation en matière de climat ont rendu compte de l'état d'avancement des activités du Projet visant à élaborer des indicateurs mondiaux, des profils de pays, des études de cas et une base de données interactive pour faciliter le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre de l'AAC et l'établissement de rapports à ce sujet. Un atelier organisé dans le cadre du Projet à la vingt-huitième session de la COP a permis aux participants de donner des exemples concrets d'activités de suivi et d'évaluation de la mise en œuvre de l'AAC et d'établissement de rapports à ce sujet et de mieux comprendre ce qui constitue des activités liées à l'AAC de qualité.

61. Le plan d'action relatif au programme de travail de Glasgow prévoit que le secrétariat rende compte de l'appui, notamment financier, fourni en vue de la participation des entités non parties, y compris les représentants des organisations de la société civile et des organisations communautaires, aux réunions internationales telles que les dialogues sur l'AAC et les sessions des organes subsidiaires et de la COP (activité C.3).

62. L'Australie a fait savoir que grâce à son programme d'aide aux déplacements, plusieurs groupes sous-représentés de la population australienne, y compris des jeunes, avaient pu participer à la vingt-huitième session de la COP. Ce programme se poursuivra en 2024 et devrait permettre à plus de 20 organisations, y compris des organisations autochtones et des organisations de jeunes, d'assister et de participer activement à la vingt-neuvième session de la COP et de bénéficier d'une aide au renforcement des capacités de la part d'un coordonnateur de la délégation australienne spécialisé dans les questions relatives aux peuples autochtones et aux jeunes.

X. Sensibilisation et communication

63. Le programme de travail de Glasgow prévoit que le secrétariat améliore la communication et le partage de l'information sur l'AAC et ses six éléments grâce aux ressources relatives à la Convention affichées sur le Web et aux activités de communication⁴⁰.

64. Les huit bulletins d'information de l'AAC publiés pendant la période considérée ont fourni les renseignements les plus récents sur les manifestations, activités et supports de connaissance diffusés au nom du secrétariat, de Parties, d'entités des Nations Unies, d'organisations intergouvernementales, internationales et non gouvernementales, et d'autres parties prenantes⁴¹.

65. Le secrétariat a continué d'animer le groupe LinkedIn sur l'AAC, qui réunit des professionnels, des praticiens et des apprenants susceptibles d'échanger de bonnes pratiques, des ressources et des connaissances relatives à l'AAC. Au 31 août 2024, le groupe comptait plus de 2 000 membres.

66. Pendant la Semaine du climat 2023 à New York et la vingt-huitième session de la COP, le secrétariat a organisé des manifestations ciblant les représentants du secteur des services aux entreprises et de la formation professionnelle ainsi que les jeunes professionnels. Organisées en collaboration avec l'Institute of Electrical and Electronics Engineers Young Professionals, Kite Insights et le collectif YOUNGO, ces manifestations visaient à souligner que l'AAC permettait d'améliorer les connaissances relatives au climat des professionnels influents qui fournissent des conseils et des services aux décideurs du secteur privé et à donner aux jeunes professionnels les moyens d'exercer des fonctions dans le domaine du développement durable.

67. À la vingt-huitième session de la COP, dans le cadre de la plateforme de l'AAC, le secrétariat a organisé, en coopération avec la Coalition Under2, un petit-déjeuner de réseautage qui a mis en lumière les efforts régionaux et infranationaux visant à renforcer la mobilisation des populations et leur participation à l'élaboration des politiques et mesures climatiques⁴².

⁴⁰ Décisions 18/CP.26, annexe, par. 11 a) iii), et 22/CMA.3, annexe, par. 11 a) iii).

⁴¹ Disponible à l'adresse : <https://us1.campaignarchive.com/home/?u=d4003a912ec201b856f01e34f&id=1a83fe25a9>.

⁴² Voir <https://unfccc.int/topics/education-youth/ace-hub/action-for-climate-empowerment-networking-receptions>.

68. Le plan d'action relatif au programme de travail de Glasgow prévoit que le secrétariat tienne avant les sessions de la COP des réunions d'information sur l'état d'avancement des activités inscrites dans le programme de travail qui sont présentées dans le rapport annuel succinct (activité D.3).

69. Le secrétariat a donc organisé pendant la période considérée deux séances d'information qui ont permis de communiquer aux coordonnateurs nationaux de l'AAC et aux autres parties prenantes des renseignements à jour sur les questions relatives à l'AAC et sur les activités prescrites et manifestations parallèles se déroulant en marge de la vingt-huitième session de la COP et de la soixantième session des organes subsidiaires⁴³.

XI. Participation et renforcement des capacités des jeunes

70. À sa première session, la CMA a demandé au secrétariat de continuer d'organiser des campagnes de sensibilisation et de formation afin de donner aux enfants et aux jeunes les moyens de soutenir et de diriger l'action climatique⁴⁴.

71. La COP, à sa vingt-sixième session, et la CMA, à sa troisième session, se sont dites conscientes que les jeunes s'intéressaient de plus en plus à l'action climatique et y participaient de manière croissante, et qu'ils jouaient un rôle essentiel en tant qu'agents du changement, et ont appelé à renforcer davantage leur participation aux processus liés aux changements climatiques et à exploiter le potentiel de l'AAC⁴⁵.

72. Pendant la période considérée, le secrétariat a travaillé en étroite collaboration avec le collectif YOUNGO, notamment sous forme de réunions organisées toutes les deux semaines avec les deux coordonnateurs mondiaux du collectif. Les équipes techniques du secrétariat ont également collaboré avec divers groupes de travail du collectif YOUNGO. Les activités de mobilisation des jeunes menées par le secrétariat ont été organisées en coordination avec le collectif, ce qui a permis une participation effective et fructueuse des jeunes aux activités organisées au titre de la Convention.

A. Appui aux présidences de la Conférence des Parties

73. À sa vingt-sixième session, la COP a invité ses futures présidences à faciliter, avec le concours du secrétariat et en collaboration avec le collectif YOUNGO et avec d'autres organisations de jeunes, l'organisation d'un forum annuel de dialogue sur le climat entre les Parties et les jeunes, qui serait dirigé par ces derniers⁴⁶. Pendant le Forum 2023, qui s'est tenu à la vingt-huitième session de la COP, le collectif YOUNGO a présenté la déclaration mondiale de la jeunesse et le bilan de la jeunesse (*Youth Stocktake of UNFCCC Processes*)⁴⁷ et a échangé avec des représentants de Parties au sujet de la biodiversité, de l'énergie, des finances, de la sécurité alimentaire et hydrique, de la santé, de la transition juste, des pertes et préjudices, des NDC et de la technologie⁴⁸.

74. La COP, à sa vingt-huitième session, et la CMA, à sa cinquième session, ont décidé qu'un(e) jeune champion(ne) de l'action climatique serait désigné(e) pour agir au nom de leur présidence afin de favoriser et d'accroître la participation concrète et inclusive des jeunes à l'action climatique, y compris dans le cadre du processus découlant de la Convention, et ont prié le secrétariat d'apporter son soutien, selon qu'il conviendrait, à chaque jeune champion(ne) de l'action climatique sur les questions liées aux enfants et aux jeunes dans le

⁴³ Des enregistrements en anglais, en espagnol et en français sont disponibles à l'adresse : <https://unfccc.int/topics/education-and-outreach/the-big-picture/education-and-outreach-in-the-negotiations>.

⁴⁴ Décision 17/CMA.1, par. 12 c).

⁴⁵ Préambule des décisions 18/CP.26 et 22/CMA.3.

⁴⁶ Décision 1/CP.26, par. 65.

⁴⁷ Collectif YOUNGO, 2023 *Youth Stocktake of UNFCCC Processes*. Disponible à l'adresse : <https://unfccc.int/documents/636004>.

⁴⁸ Voir <https://unfccc.int/topics/action-for-climate-empowerment-children-and-youth/youth/youth-in-conferences/young-and-future-generations-day-at-cops/youth-children-education-and-skills-day-at-cop28>.

cadre du processus découlant de la Convention⁴⁹. Pendant la période considérée, le secrétariat a aidé la jeune championne de l'action climatique désignée par la présidence de la vingt-neuvième session de la COP à élaborer et à présenter un plan de travail pour 2024⁵⁰.

B. Plateforme de l'Action pour l'autonomisation climatique

75. À l'occasion de la manifestation destinée à la jeunesse organisée par la plateforme de l'AAC à la soixantième session des organes subsidiaires, 47 jeunes originaires du Land allemand de Rhénanie-du-Nord-Westphalie et d'autres pays ont participé à des sessions de renforcement des capacités, de collaboration et de réseautage afin d'acquérir les compétences nécessaires pour diriger et participer à l'élaboration et à l'exécution de mesures, de solutions et d'initiatives efficaces, équitables, innovantes et justes en matière de climat. La manifestation de cette année, qui était organisée en collaboration avec l'Institut pour l'environnement et la sécurité humaine, était axée sur la sensibilisation, l'action et les initiatives locales en matière de climat⁵¹.

C. Programme Youth4Capacity

76. Soutenu par le Ministère italien de l'environnement et de la sécurité énergétique, le programme Youth4Capacity vise à renforcer les capacités et les connaissances des jeunes en matière de climat afin de soutenir, de définir et de mettre en œuvre des approches intégrées et complémentaires de l'action climatique dans le contexte des objectifs de développement durable et des conventions de Rio.

77. Pendant la période considérée, quatre webinaires ont été organisés dans le cadre de la série « Becoming... » du programme Youth4Capacity, qui vise à inculquer aux jeunes les connaissances et les compétences et à leur inspirer la confiance dont ils ont besoin pour mener des actions efficaces et à faciliter les échanges mondiaux et l'apprentissage mutuel dans le domaine de l'action climatique. Ces webinaires ont été organisés en collaboration avec la Children's Environmental Rights Initiative, Peace Boat US, TED Countdown et The Weird and Wild et portaient respectivement sur les droits de l'enfant, l'océan, l'art de la narration et la création de contenu⁵².

78. À la vingt-huitième session de la COP et à la soixantième session des organes subsidiaires, le secrétariat a organisé une série de manifestations visant à transmettre aux jeunes des connaissances au sujet du renforcement des liens communautaires, des CDN, des Conventions de Rio, des objectifs de développement durable et des processus découlant de la Convention, et à favoriser l'échange d'informations sur les expériences et les outils liés à la sensibilisation et à l'action climatiques. Ces manifestations ont été organisées en collaboration avec ALLCOT, le Arab Youth Center, l'Asia Pacific Network of Environmental Defenders, Cambridge Zero, Care About Climate, CARE International, ClimaTalk, Climate Generation, Climate Words, le Global Center on Adaptation, l'Institute for Policy Research de l'université de Bath, IRENA, l'Agence norvégienne de coopération pour le développement, Rio Impact, le PNUD, l'UNICEF, l'UNITAR, la United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland Youth Climate Coalition, l'École des cadres du système des Nations Unies, l'Institut pour l'environnement et la sécurité humaine, Women Engage for a Common Future et le collectif YOUNGO⁵³.

⁴⁹ Décisions 16/CP.28, par. 6 et 9, et décision 21/CMA.5, par. 6 et 9.

⁵⁰ Voir <https://unfccc.int/PYCC>.

⁵¹ Voir <https://unfccc.int/topics/action-for-climate-empowerment-children-and-youth/ace-hub/action-for-climate-empowerment-hub-youth-event>.

⁵² Voir <https://unfccc.int/topics/capacity-building/projects/youth4capacity/youth4capacity-becoming-series>.

⁵³ Voir <https://unfccc.int/topics/capacity-building/projects/youth4capacity/youth4capacity-in-person-hands-on-capacity-building>.

79. Lancé en août 2024 en collaboration avec l'initiative Youth4Climate du PNUD, le programme de mentorat des accélérateurs de l'action climatique vise à donner aux jeunes les moyens de participer effectivement à l'action climatique. Il consiste en des cours et des ateliers en ligne organisés par des partenaires et des experts et qui visent à renforcer les capacités techniques et non techniques dont les jeunes ont besoin pour catalyser l'action climatique⁵⁴.

D. Semaines régionales du climat

80. Dans le cadre de la plateforme de l'AAC et du programme Youth4Capacity, le secrétariat a organisé, lors des semaines régionales du climat 2023, des manifestations destinées à la jeunesse, qui ont donné aux jeunes l'occasion d'organiser leur propre dialogue intergénérationnel et des sessions de renforcement des capacités, de sensibilisation et de réseautage sur la transition juste, la participation des jeunes à l'élaboration des politiques et le renforcement des liens communautaires⁵⁵. Ces manifestations ont été organisées pendant des semaines régionales du climat en collaboration avec les organisations et entités suivantes :

a) Semaine africaine du climat – African Youth Initiative on Climate Change Zimbabwe, Care About Climate, Fonds d'investissement climatique, Green Africa Youth Organization, IRENA, Bureau de l'Envoyée du Secrétaire général pour la jeunesse, RES4Africa, PNUD, UNITAR, United Kingdom Youth Climate Coalition et collectif YOUNGO ;

b) Semaine du climat du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord – Arab Youth Center, Arab Youth Climate Movement Qatar, Care About Climate, Fonds d'investissement climatique, IRENA, Student Energy, PNUD, UNICEF, United Kingdom Youth Climate Coalition, Fonds des Nations Unies pour la population, Youthinkgreen Egypt et collectif YOUNGO ;

c) Semaine du climat de l'Amérique latine et des Caraïbes – Care About Climate, Caribbean Youth Environment Network, Eco House Global, Geoversity, Bureau de l'Envoyée du Secrétaire général pour la jeunesse, Sustainable Youth, Ashley Lashley Foundation, PNUD, UNICEF, United Kingdom Youth Climate Coalition, collectif YOUNGO, Youth and Climate Change ;

d) Semaine du climat de l'Asie et du Pacifique – Banque asiatique de développement, Care About Climate, Sarawak Eco Warriors, Seastainable Co, PNUD, CESAP, United Kingdom Youth Climate Coalition, Pacte mondial des Nations Unies, Institut des hautes études sur la viabilité et collectif YOUNGO.

E. Centres régionaux de collaboration

81. Le centre régional de collaboration pour l'Asie et le Pacifique a poursuivi ses activités dans le cadre de la plateforme Youth Empowerment in Climate Action en 2024. Il a par exemple organisé deux webinaires : le premier le 19 avril, avec le PNUD et la CESAP, intitulé « Transformer la participation des jeunes : de la liste indicative à l'action utile » et qui visait à sensibiliser les décideurs politiques et les praticiens à l'importance de la participation des jeunes à l'élaboration et à l'application des CDN⁵⁶ ; le second le 9 août sur les moyens de permettre aux jeunes de participer effectivement aux processus liés aux CDN dans les pays insulaires du Pacifique⁵⁷.

⁵⁴ Voir <https://unfccc.int/topics/capacity-building/projects/youth4capacity/the-climate-catalysts-mentorship-programme>.

⁵⁵ Voir <https://unfccc.int/topics/education-youth/youth/youth-affiliated-event-2023>.

⁵⁶ Voir <https://unfccc.int/event/transforming-youth-engagement-from-checklists-to-impactful-pathways>.

⁵⁷ Voir <https://unfccc.int/event/meaningful-youth-engagement-in-ndcs-30>.

82. Le 16 juillet 2024, le centre régional de collaboration pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale a coorganisé avec l'UNICEF un webinaire sur les moyens d'élaborer des plans nationaux d'adaptation et des CDN adaptés aux enfants et les raisons de le faire, et sur les bonnes pratiques en la matière adoptées dans la région⁵⁸.

F. Autres activités axées sur la jeunesse

83. Pour faciliter la collaboration avec les jeunes à l'échelle du secrétariat, ce dernier a organisé un déjeuner de travail informel pendant la période considérée, de concert avec le collectif YOUNGO. Ce déjeuner, qui avait pour objet de faire mieux entendre la voix des jeunes dans le processus de la Convention, a donné aux coordonnateurs et aux groupes de travail du collectif l'occasion de présenter les priorités et les activités prévues pour 2024.

84. Le secrétariat a animé à la vingt-huitième session de la COP et à la soixantième session des organes subsidiaires des séances d'orientation à l'intention de la jeunesse, afin de fournir aux jeunes représentants, en particulier à ceux qui assistaient pour la première fois à une conférence organisée dans le cadre de la Convention, des informations sur le processus de négociation et les manifestations intéressant la jeunesse qui se déroulaient lors des sessions, ce qui leur a permis d'entrer en contact les uns avec les autres⁵⁹.

XII. Prochaines étapes

85. Les Parties et les autres parties prenantes souhaiteront peut-être mettre à profit les renseignements figurant dans le présent rapport en vue de planifier, de mettre au point et d'exécuter les activités relatives à l'AAC prévues dans le programme de travail de Glasgow et son plan d'action.

⁵⁸ Voir <https://unfccc.int/event/child-responsive-naps-and-ndc-30>.

⁵⁹ Voir <https://unfccc.int/topics/education-youth/youth/youth-events/orientation-session>.

Annexe I

References to information in this report on mandated activities under the Glasgow work programme on Action for Climate Empowerment

[English only]

Priority area	Reference in decisions 18/CP.26 and 22/CMA.3	Mandated activity	Relevant paragraph(s) of this report
Policy coherence	annex, paragraph 6(a)	All constituted bodies invited to include in their regular reports information on how ACE is implemented under their respective workstreams	53–55
	annex, paragraph 6(b)	Presidencies of the COP and the CMA invited to convene an in-session event at each of their sessions focused on a thematic area relevant to the Convention and the Paris Agreement to promote coherence and strengthen coordination of work on ACE undertaken by constituted bodies and other United Nations entities and under other United Nations processes	9–14
	annex, paragraph 6(c)	The secretariat and other United Nations and intergovernmental organizations encouraged to strengthen their collaboration with a view to ensuring provision of coordinated support to Parties for activities related to ACE and avoiding duplication of work	56–59
	annex, paragraph 7	Parties encouraged to strengthen integration of ACE into national climate policies, plans, strategies and action, including by developing and implementing a national strategy that covers all six ACE elements and facilitates broad cross-sectoral coordination and collaboration	47–52
	annex, paragraph 8	Parties encouraged to continue designating, assigning responsibilities to, and providing support, including technical and financial support, and access to information and materials to national ACE focal points	37–38
Coordinated action	paragraph 11(b) and annex, paragraph 9(a)	The SBI requested to hold an annual in-session ACE Dialogue at its first regular session of each year with the participation of Parties, representatives of relevant constituted bodies and relevant experts, practitioners and stakeholders that focuses on progress of implementation of the Glasgow work programme and on its four priority areas	15–32
	annex, paragraph 9(b)	Annual youth forum organized in collaboration with children and youth organizations, including the YOUNGO constituency and other youth non-governmental organizations	73
	annex, paragraph 9(c)	Parties and non-Party stakeholders invited to develop international, regional and national programmes and activities, including preparing training and education materials and tools, using local languages where applicable and practical	50, 58, 60
	annex, paragraph 10(a)	Parties encouraged to prepare assessments of needs specific to national circumstances in the area of ACE implementation, including use of social research methods and other instruments to determine target audiences and partnerships	41, 50
	annex, paragraph 10(b)	Parties encouraged to strengthen in-country coordination and institutional arrangements at different levels to avoid duplication of efforts, promote knowledge-sharing, foster local networks and enhance collaboration among stakeholders in relation to ACE implementation	41, 50
Tools and support	annex, paragraph 11(a)(i)	The secretariat requested to strengthen the network of national ACE focal points at the international and regional level, including by facilitating regular exchange of views, good practices and lessons learned to build and strengthen capacity and skills, and by facilitating peer support for ACE implementation	31–32, 39–44

Priority area	Reference in decisions 18/CP.26 and 22/CMA.3	Mandated activity	Relevant paragraph(s) of this report
	annex, paragraph 11(a)(ii)	The secretariat requested to raise awareness of and promote bilateral and multilateral initiatives and programmes related to ACE implementation	63–69
	annex, paragraph 11(a)(iii)	The secretariat requested to enhance communication and information-sharing about ACE and its six elements through existing UNFCCC web-based resources and relevant activities	63–69
	annex, paragraph 11(b)(i)	Relevant international organizations, including United Nations organizations, and other non-Party stakeholders invited to, inter alia, support implementation of ACE activities through their work programmes and through specific programmes focused on climate change, including, as appropriate, by providing and disseminating information and resources, such as visual materials that could be easily translated and adapted, and by providing financial and technical support	56–62
	annex, paragraph 12	Parties encouraged to determine the most efficient and cost-effective way to implement ACE activities, and to develop funding instruments at the national level, where appropriate, to support such activities, in particular at the subnational and local level	44, 50
	annex, paragraph 13	Parties encouraged to establish partnerships with other Parties, as well as with intergovernmental organizations, non-governmental organizations and other stakeholders, to facilitate ACE implementation	50, 58, 60
	annex, paragraph 14	Parties encouraged to build the capacity of youth to embark on and lead ACE implementation and promote youth participation in relevant climate processes at the national and international level, such as by including youth in national delegations at UNFCCC meetings	50, 62
Monitoring, evaluation and reporting	annex, paragraph 15(a)	Parties invited to provide information in their national communications, where possible, and in other reports on activities and policies involving ACE implementation, including on accomplishments, lessons learned, experience, and challenges and opportunities, noting that the six ACE elements provide a useful guide for this reporting	47–52
	annex, paragraph 15(b)	United Nations agencies, intergovernmental organizations and other non-Party stakeholders invited to submit information to the secretariat on ACE implementation at all levels for inclusion in the annual summary report on progress in implementing activities under the Glasgow work programme	58, 60
	annex, paragraph 16	Parties encouraged to share with the public and stakeholders the findings contained in their national communications and national action plans or domestic programmes on climate change regarding ACE implementation, using tools such as social media to reach and engage multiple stakeholders, as appropriate; and to promote greater involvement of non-Party stakeholders to support them in monitoring, evaluating and reporting of ACE implementation	31–32, 50

References to information in this report on mandated activities under the action plan under the Glasgow work programme on Action for Climate Empowerment

[English only]

<i>Priority area</i>	<i>Activity^a</i>	<i>Responsible entity/entities</i>	<i>Deliverables/outputs</i>	<i>Relevant paragraph(s) of this report</i>
Policy coherence	A.1 Strengthening coordination of ACE work under the UNFCCC	Secrétariat	Identifying good practices for integrating the six ACE elements into the work of the UNFCCC constituted bodies and reporting thereon in the annual summary report under the Glasgow work programme	53–55
	A.2 Strengthening integration of ACE into the development and implementation of national climate policies, plans, strategies and action	Secrétariat	Identifying good practices for integrating the ACE elements into national climate change policies, plans, strategies and action, including the considerations reflected in the eleventh preambular paragraph of the Paris Agreement – which, acknowledging that climate change is a common concern of humankind, states that Parties should, when taking action to address climate change, respect, promote and consider their respective obligations on human rights, the right to health, the rights of Indigenous Peoples, local communities, migrants, children, persons with disabilities and people in vulnerable situations and the right to development, as well as gender equality, empowerment of women and intergenerational equity – in the context of ACE, and reporting thereon in the annual summary report under the Glasgow work programme	47–52
		Secrétariat	Holding an interactive workshop at the ACE Dialogue in 2025 and also at the regional level prior to COP 31 on developing and implementing national climate change policies, plans, strategies and action under a clear, inclusive, intergenerational and gender-responsive approach	42–43
		Relevant organizations	Facilitating voluntary peer-to-peer exchanges that serve to provide technical and substantive guidance to national ACE focal points for engaging in relevant national processes and policies, such as national ACE strategies, according to national circumstances	58, 60

<i>Priority area</i>	<i>Activity^a</i>	<i>Responsible entity/entities</i>	<i>Deliverables/outputs</i>	<i>Relevant paragraph(s) of this report</i>
Coordinated action	B.1 Enhancing regional cooperation through virtual and in-person regional dialogues, workshops and consultations, prior to the ACE Dialogues, taking advantage of existing forums, such as the regional collaboration centres and regional climate weeks, as appropriate, to enhance implementation of the Glasgow work programme at the regional level as well as local ACE hubs building on local initiatives	Leading: relevant organizations, Parties Contributing: secretariat	Sharing experience and good practices from virtual and in-person regional dialogues, workshops and consultations prior to the ACE Dialogues, as appropriate Presenting the outcomes of regional activities at the ACE Dialogues and reporting thereon in the annual summary report under the Glasgow work programme and in ACE newsletters	31–32, 41–44, 58, 80
	B.2 Promoting the development of regional and local networks and platforms that support ACE activities at the regional, national and local level, encouraging the involvement of youth, women, academia, children, traditional leaders and Indigenous Peoples in developing and implementing ACE activities and providing capacity-building in this regard	Leading: secretariat Contributing: Parties, national ACE focal points, relevant organizations	Increasing peer-to-peer exchange among national ACE focal points about ACE activities carried out at the national level through, inter alia, the ACE Dialogues, the regional climate weeks and informal virtual networking meetings organized by the secretariat	9–32, 39–44, 58, 60
Tools and support	C.1 Building and strengthening the capacity and skills of national ACE focal points	Leading: secretariat Contributing: Parties, national ACE focal points, relevant organizations	Providing capacity-building opportunities for national ACE focal points, including at the ACE Dialogues and the regional climate weeks	25–29, 39–44
	C.2 Meaningfully including youth in and engaging with them on climate action at all levels and facilitating the inclusive participation of, inter alia, children, women, Indigenous Peoples and persons with disabilities in climate action, according to national circumstances	Relevant organizations, Parties	Providing capacity-building opportunities for youth with a focus on decision-making and implementing climate action at the national and international level according to national circumstances	50, 58–60, 66, 70–84
		Leading: secretariat, relevant organizations Contributing: youth and youth organizations	Providing opportunities for youth to present at ACE Dialogues and regional climate weeks to highlight the leadership role that youth play in climate action Allowing youth to participate in networking sessions and capacity-building workshops for national ACE focal points	13, 22–24, 31–32, 41, 44, 80
		Leading: secretariat Contributing: relevant organizations	Mapping and collating existing guidelines and good practices in the annual summary report under the Glasgow work programme with respect to child education on and empowerment in climate action, with special consideration given to gender equality and inclusion of persons with disabilities	35–36, annex IV

<i>Priority area</i>	<i>Activity^a</i>	<i>Responsible entity/entities</i>	<i>Deliverables/outputs</i>	<i>Relevant paragraph(s) of this report</i>
Monitoring, evaluation and reporting	C.3 Enhancing multilevel action by national ACE focal points and non-Party stakeholders, including representatives of civil society organizations, youth-led and youth-inclusive organizations, community-based organizations, local communities and Indigenous Peoples	Leading: secretariat Providing input: Parties, relevant organizations, multilateral and bilateral financial institutions	Reporting in the annual summary report under the Glasgow work programme on the provision of support, including financial support, for the participation of national ACE focal points and non-Party stakeholders, including representatives of civil society organizations and community-based organizations, in international meetings such as the ACE Dialogues and the sessions of the subsidiary bodies and the COP	45–46, 61–62
		Leading: secretariat, relevant organizations, multilateral and bilateral financial institutions Contributing: national ACE focal points, UNFCCC constituted bodies	Organizing an expert-run session on how to write strong project proposals at the ACE Dialogues to support the implementation of ACE activities	25–29
	D.1 Strengthening monitoring, evaluation and reporting of the implementation of all six ACE elements	Leading: secretariat Contributing: relevant organizations, research community	Compiling monitoring, evaluation and reporting best practices and resources and making such information available to Parties for use for their reporting on ACE activities on a voluntary basis, and reporting thereon in the annual summary report under the Glasgow work programme	33–34, annex III
		Secretariat, Parties, national ACE focal points, relevant organizations, research community	Organizing interactive workshops at all levels, including at the ACE Dialogue in 2023, with experts, national ACE focal points, youth leaders and other stakeholders to discuss ways of assessing the effectiveness of ACE implementation	60
		Secrétariat	Holding information sessions prior to the sessions of the COP to present progress in implementing activities under the Glasgow work programme as reported in the annual summary report	68–69
	D.2 Enhancing understanding of what constitutes high-quality and effective evaluation of ACE activities, according to national circumstances	Secretariat, Parties, national ACE focal points, relevant organizations, research community	Organizing interactive workshops at all levels, including at the ACE Dialogue in 2023, with experts, national ACE focal points, youth leaders and other stakeholders to discuss ways of assessing the effectiveness of ACE implementation	60

^a See the annex to decision [23/CP.27](#) and [22/CMA.4](#).

Annexe III

Practices and resources for monitoring, evaluation and reporting of the implementation of Action for Climate Empowerment

[English only]

Category	Level	Party/organization	Details
Indicator/ metric/ scoreboard	International	Care About Climate	NDC Equity Tracker for reviewing and highlighting issues pertaining to gender mainstreaming in NDCs and youth inclusion in the NDC process, currently covering more than 80 NDCs responsible for 80 per cent of global emissions, with NDC analysis carried out by young people, who allocate a total score to each NDC that is reflective of ambition and inclusivity and provide recommendations for strengthening those areas ^a
	National	Australie	Preparation of annual reports on nine measurements of progress in achieving the national youth engagement strategy, such as the percentage of young people who are of the view that the Government considers their views and the percentage of Indigenous and young people who feel confident to engage with the Government under the strategy ^b
	Subnational	Government of Quebec	Online reporting by the Government of indicators and targets under the 2030 Plan for a Green Economy related to, inter alia, progress in deploying a climate change mobilization strategy, carrying out education and awareness-raising campaigns and continuing dialogues with civil society organizations and communities on climate action ^c
Survey/ mapping/ inventory/ platform	International	MECCE Project	Interactive platform of extensive quantitative and qualitative global data supporting analysis, data visualization, benchmarking, progress monitoring, decision-making and reporting in relation to climate change communication and education ^d
	International	MECCE Project, UNESCO	Systematic analysis of science and social science secondary school curricula in 85 countries, particularly on the extent and type of environment, sustainability and climate change content covered, establishing a global baseline in this regard ^e
	Subnational	Laval University	Annual (since 2019) Climate Action Barometer study designed to identify the beliefs, attitudes and behaviours of Quebec's adult population in the face of climate challenges, the results of which are used to inform, among other things, government communication activities ^f
Case study	National	MECCE Project, North American Association for Environmental Education	<i>Mapping the Landscape of K–12 Climate Change Education Policy in the United States</i> , ^g which analyses the extent and type of climate change content included in 802 publicly available education policies
	Subnational	Campaign for Environmental Literacy, Center for Green Schools	<i>State-Level Legislation concerning K–12 Climate Change Education</i> , ^h which examines how legislation in the United States can help prepare learners for a future impacted by the climate crisis and provides examples of legislation that supports climate change education

^a See <https://www.ndcequitytracker.org/>.^b See <https://www.youth.gov.au/engage/resources/engage-our-new-strategy-include-young-people-decisions-we-make>.

^c See <https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/plan-economie-verte/gouvernance-diffusion-resultats/etat-avancement-action-climatique-gouvernementale> (available in French only).

^d See <https://mecce.ca/data-platform/indicators/>.

^e UNESCO, McKenzie M and Benavot A. 2024. *Climate change and sustainability in science and social science secondary school curricula*. Paris: UNESCO. Available at <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000390036>.

^f See <https://unpointcinq.ca/barometre-de-laction-climatique-2023/> (available in French only).

^g MECCE Project and North American Association of Environmental Education. 2022. *Mapping the Landscape of K–12 Climate Change Education Policy in the United States*. Saskatoon, Canada: Sustainability and Education Policy Network, University of Saskatchewan. Available at <https://mecce.ca/publications/mapping-k12-climate-change-education-policy-in-the-us/>.

^h Center for Green Schools and Campaign for Environmental Literacy. 2023. *State-Level Legislation Concerning K-12 Climate Change Education*. Washington, D.C.: U.S. Green Building Council. Available at <https://www.usgbc.org/resources/state-level-legislation-concerning-k-12-climate-change-education>.

Annexe IV

Existing guidelines and good practices with respect to child education on and empowerment in climate action

[English only]

I. Introduction

1. Climate change affects the lives and livelihoods of every human being around the world, but children are disproportionately more vulnerable to its impacts, such as disasters, diseases and displacement. Their greater vulnerability rests on their more immature physiological defence systems, the more direct ways in which they interact with their environment, their dependence on adults and the accumulation of risks and damages over their lifetimes.¹ Climate change also exacerbates their existing risks and inequalities, which are often interconnected, generating differentiated impacts among them (see the box below).

2. Moreover, despite being the least responsible for climate change, children will bear the greatest burden of its impacts. Approximately 1 billion children globally – nearly half of the world’s children – live in countries considered to be at extremely high risk from the impacts of the climate crisis. Children in these countries are exposed to multiple climate-related and environmental shocks, threatening their health, education and protection.²

3. The extent and magnitude of the impacts of climate change on children is compelling governments and other stakeholders to take action to protect their rights and well-being.³ There is also a growing recognition of the role of children as powerful agents of change in addressing and responding to climate change.⁴ Under the UNFCCC process, Parties are encouraged to implement climate policies and action that are gender-responsive, fully respect human rights and empower children and youth.⁵

4. The preamble to the Paris Agreement states that, when taking action to address climate change, Parties should respect, promote and consider their respective obligations on human rights, including the rights of children and intergenerational equity. In its general comment on children’s rights and the environment, with a special focus on climate change,⁶ the United Nations Committee on the Rights of the Child notes that children’s rights, like all human rights, are indivisible, interdependent and interrelated, with some rights particularly threatened by climate change and other rights playing an instrumental role in safeguarding children’s rights in relation to the environment.⁷

5. Educating and empowering children is closely linked to the safeguarding and fulfilment of their rights, including the right to a clean, healthy and sustainable environment. ACE and its six elements, especially education, public access to information and public participation, have direct linkages to the rights under the United Nations Convention on the Rights of the Child, such as to education (Articles 28–29), to access

¹ Sanson AV, Wachs TD, Koller SH, et al. 2018. Young People and Climate Change: The Role of Developmental Science. In: S Verma and AC Petersen (eds.). *Developmental Science and Sustainable Development Goals for Children and Youth*. Cham: Springer International Publishing. pp.115–137. Available at https://doi.org/10.1007/978-3-319-96592-5_6.

² UNICEF. 2021. *The Climate Crisis is a Child Rights Crisis: Introducing the Children’s Climate Risk Index*. New York: UNICEF. Available at <https://unicef.org/reports/climate-crisis-child-rights-crisis>.

³ For example, CMA 5 requested SBI 60 to hold an expert dialogue on children and climate change to discuss the disproportionate impacts of climate change on children and relevant policy solutions in this regard (decision 1/CMA.5, para. 182).

⁴ See decisions 16/CP.28, para. 1; and 21/CMA.5, para. 1.

⁵ Decision 1/CMA.5, para. 178.

⁶ United Nations Committee on the Rights of the Child document CRC/C/GC/26.

⁷ United Nations Committee on the Rights of the Child document CRC/C/GC/26, para. 13.

to information (Articles 13 and 17), to be heard (Article 12) and to freedom of expression, association and peaceful assembly (Articles 13 and 15).

Interconnected vulnerabilities of children

The impacts of climate change exacerbate existing risks and inequalities that are often interconnected, including in relation to age, gender, ethnicity, disability and displacement or migration status. For example, women and girls are particularly vulnerable to the social responses triggered by climate shocks, especially in places where they face restrictive gender norms.^a Prolonged school closures in the wake of disasters can lead to a higher risk of school dropout for girls and for children from low-income families, who may be withdrawn from school to supplement household income.^b Climate-related events are responsible for preventing at least 4 million girls in low- and lower-middle-income countries from completing their education.^c

In addition, persons with disabilities, in particular children with disabilities, are often among those most adversely affected in a climate-related emergency, sustaining disproportionately higher rates of morbidity and mortality, and are among those least able to access emergency support. Both sudden-onset natural disasters and slow-onset events can seriously affect their access to education and training.^d Other marginalized groups, such as Indigenous children, child migrants and refugees, also require more dedicated attention and support. When children migrate or become displaced, it is important that their right of access to education be upheld, even if they are in transit or living in a temporary shelter.^e

While a growing body of guidelines and practices is taking into account the vulnerabilities of children, women, persons with disabilities and other marginalized and vulnerable populations in the context of climate change as separate issues, the interconnected vulnerabilities of children remain underestimated and underexplored. More research and action are needed to make education and empowerment more child- and gender-responsive and inclusive.

^a Fruttero A, Halim DZ, Broccolini C, et al. 2023. *Gendered Impacts of Climate Change: Evidence from Weather Shocks*. Policy Research working paper. Washington, D.C.: World Bank Group. Available at <https://documents.worldbank.org/en/publication/documents-reports/documentdetail/099342305102324997/IDU0ba259bd2039ca04fa20b87a0893bb487e014>.

^b Plan International. 2023. *Climate Change and Girls' Education: Barriers, Gender Norms and Pathways to Resilience*. Woking, United Kingdom: Plan International. Available at <https://plan-international.org/publications/climate-change-girls-education/>.

^c Global Partnership for Education. 2023. *Toward climate-smart education systems: A 7-dimension framework for action*. Washington, D.C.: Global Partnership for Education. Available at <https://www.globalpartnership.org/content/toward-climate-smart-education-systems-7-dimension-framework-action>.

^d United Nations General Assembly document A/HRC/44/30, para. 5.

^e UNICEF, International Organization for Migration, Georgetown University, Institute for the Study of International Migration, et al. 2022. *Guiding Principles for Children on the Move in the Context of Climate Change*. New York: UNICEF. Available at <https://www.unicef.org/innocenti/reports/guiding-principles-children-move-context-climate-change>.

II. Mandate, scope and definitions

6. The action plan under the Glasgow work programme on Action for Climate Empowerment includes a request for the secretariat to map and collate existing guidelines and good practices with respect to child education on and empowerment in climate action, with special consideration given to gender equality and inclusion of persons with disabilities (activity C.2).

7. The guidelines and good practices with respect to child education on and empowerment in climate action detailed in this annex are non-exhaustive and intended to provide information to governments and other stakeholders to assist them in educating and empowering children to be part of and lead climate action.

8. For the purposes of this annex, “education” refers to the ACE elements of climate change education, training and public awareness, while “empowerment” refers to the ACE elements of public access to information and public participation. International cooperation on these elements is regarded as a cross-cutting enabler for both education and empowerment and many of the guidelines and good practices detailed in this annex have elements of international cooperation embedded into their design and implementation.

9. In this annex, a child refers to someone under the age of 18 in line with Article 1 of the United Nations Convention on the Rights of the Child.⁸ The term “young people” is used where the guidelines and good practices in this annex target both children and youth (those aged between 15 and 35), or a subgroup thereof.

III. Education

A. Climate change education and public awareness

10. An analysis of the national curriculum frameworks of 100 countries conducted by the MECCE Project and UNESCO in 2021 revealed that nearly half (47 per cent) do not mention climate change; while a survey of teachers’ readiness to teach about climate change conducted by Education International and UNESCO in 2021 showed that only one third of teachers felt able to explain the effects of climate change in their regions effectively.⁹ Further, 70 per cent of the 17,500 young people surveyed by UNESCO in 2021 to explore their level of satisfaction with and expectations of climate change education were unable to describe the broad principles of climate change owing to a lack of quality in the current way the subject is taught.¹⁰

11. Nevertheless, most students and teachers believe that climate change is taking place and view education as necessary for addressing it.¹¹ There is a growing call to strengthen all forms of education and learning on the topic so as to fully enable individuals, as agents of change, to acquire or develop the knowledge, skills, values and attitudes needed to contribute effectively to a transition to low-carbon, climate-resilient societies.

12. At the international level, the Greening Education Partnership, launched in 2023, is pivotal in supporting countries in combating the climate crisis by leveraging the critical role of education. This collaborative platform, which brings together governments and a diverse range of stakeholders, is built on four key pillars of transformative education: greening schools, greening curricula, greening teacher training and education systems’ capacities, and greening communities. At COP 28, several member States of the Partnership endorsed the Declaration on the Common Agenda for Education and Climate Change, reaffirming their commitment to furthering global efforts to build climate-smart education systems through the four pillars of transformative action.¹² Under the Partnership, the following tools have been developed for use by governments and educational communities around the world:

(a) *Greening curriculum guidance: Teaching and learning for climate action*,¹³ which is a practical manual aimed at providing a common understanding of what climate

⁸ Available at <https://www.ohchr.org/en/instruments-mechanisms/instruments/convention-rights-child>.

⁹ UNESCO. 2021. *Getting every school climate-ready: how countries are integrating climate change issues in education*. Paris: UNESCO. Available at <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000379591>.

¹⁰ UNESCO. 2022. *Youth demands for quality climate change education*. Paris: UNESCO. Available at <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000383615>.

¹¹ Bhattacharya D, Carroll Steward K and Forbes CT. 2021. Empirical research on K-16 climate education: A systematic review of the literature. *Journal of Geoscience Education*. 69(3): pp.223–247. Available at <https://doi.org/10.1080/10899995.2020.1838848>.

¹² See <https://www.unesco.org/en/articles/declaration-common-agenda-education-and-climate-change-cop28>.

¹³ UNESCO. 2024. *Greening curriculum guidance: Teaching and learning for climate action*. Paris: UNESCO. Available at <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000390022>.

change education should consist of and how countries can mainstream environmental topics across curricula, with detailed expected learning outcomes outlined for different age groups, from 5 year olds to those aged 18 and above. The guidance is aimed at supporting countries, schools and individual practitioners in reassessing their practices to adopt a more action-oriented, holistic, scientifically accurate, justice-driven and lifelong learning approach to climate change education;

(b) *Green school quality standard: Greening every learning environment*,¹⁴ which sets out an action-oriented approach to and minimum requirements for creating a green school. It recommends that all schools set up green governance committees consisting of students, teachers and parents to oversee the sustainable management of the learning environment. It also calls for teacher training and audits of energy, water, food and waste at schools to be undertaken, as well as encouraging stronger ties among students and the wider community so that students can address environmental issues at the local level.

13. As highlighted in *Greening curriculum guidance: Teaching and learning for climate action*, the quality and quantity of climate change content should be significantly increased across all education subjects and activities and at all education levels. It also needs to holistically cover cognitive, socioemotional and behavioural learning dimensions. A survey of 10,000 young people in 10 countries on their thoughts and feelings about climate change showed that climate anxiety is already widespread across the world and affects young people's daily lives.¹⁵ By shifting the focus from simply imparting knowledge about environmental issues towards a more action-oriented, project-based and experiential approach, climate change education can drive action and show learners the role they can play in tackling the climate crisis.¹⁶

14. Informal and non-formal learning methods, including awareness-raising campaigns, are likewise crucial in empowering learners to become agents of change. Such methods are particularly effective in areas such as disaster risk reduction, energy efficiency, circular economy and biodiversity conservation. For example, in Kyrgyzstan, students (starting from the preschool level) and teachers are trained in safe behaviours during emergencies, such as floods, landslides and earthquakes. The initiative, which features a mobile application and online course with interactive games designed to teach school children about safe behaviours during emergencies, is being rolled out to 1,800 schools across the country and is expected to reach 1 million school children.¹⁷

15. Similarly, in a world where 250 million children between the ages of 6 and 17 are not attending school or have dropped out,¹⁸ non-formal learning settings, such as community centres, clubs, libraries, faith-based organizations, health institutions and online platforms, including social media, play an essential role in inclusive climate change education.

16. Ultimately, climate change education and public awareness should equip children with knowledge, skills and attitudes that promote ways of thinking, planning and acting with empathy, responsibility and care for the environment and public health. For example, *GreenComp: the European sustainability competence framework*¹⁹ identifies a set of sustainability competences and provides a reference model that can be applied in any

¹⁴ UNESCO. 2024. *Green school quality standard: Greening every learning environment*. Paris: UNESCO. Available at <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000390028>.

¹⁵ Hickman C, Marks E, Pihkala P, et al. 2021. Climate anxiety in children and young people and their beliefs about government responses to climate change: a global survey. *The Lancet Planetary Health*. 5(12): pp.e863–e873. Available at [https://doi.org/10.1016/S2542-5196\(21\)00278-3](https://doi.org/10.1016/S2542-5196(21)00278-3).

¹⁶ UNESCO and MECCE Project. 2024. *Education and climate change: learning to act for people and planet*. Paris: UNESCO. Available at <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000389801>.

¹⁷ Venegas Marin S, Schwarz L and Sabarwal S. 2024. *The Impact of Climate Change on Education and What to Do about It*. Washington, D.C.: World Bank. Available at <https://hdl.handle.net/10986/41483>.

¹⁸ See <https://www.unesco.org/en/articles/250-million-children-out-school-what-you-need-know-about-unescos-latest-education-data>.

¹⁹ Bianchi G, Pisiotis U and Cabrera Giraldez M. 2022. *GreenComp: the European sustainability competence framework*. Luxembourg: Publications Office of the European Union. Available at <https://publications.jrc.ec.europa.eu/repository/handle/JRC128040>.

learning context to help learners become systemic and critical thinkers and develop agency by embodying sustainability values, embracing complexity in sustainability, envisioning sustainable futures and acting for sustainability.

17. For the effective delivery of climate change education, it is important to enhance the capacity of teachers and education systems. A survey of over 1,000 teachers and staff from 38 countries conducted by EARTHDAY.ORG, Shift Sustainability and Take Action Global found that communication and collaboration on climate change education within and among schools was considered important, with nearly half of those surveyed citing lack of available or suitable resources for teaching about climate change as a major challenge.²⁰ In August 2024, the COP 29 Presidency youth climate champion hosted the COP 29 Climate Change Summer Camp for 75 early-career educators from 35 countries in Baku, providing training on incorporating climate change education into teaching processes more effectively and engagingly. The training fostered peer-to-peer exchange and networking, allowing participants to discuss common challenges and share solutions, thereby building a global community of practice.²¹

18. In addition, schools and learning institutions can benefit significantly from pursuing a whole-institution approach to mainstreaming climate change and sustainability that covers the four key pillars of transformative education mentioned in paragraph 12 above. As an example, the Eco-Schools programme,²² operated by the Foundation for Environmental Education, is aimed at empowering children to meaningfully foster change and improve the environment in both their school and community through participatory and action-oriented learning. Under the programme, Green Flag certification is awarded to schools that illustrate a high level of commitment to and action towards achieving sustainability, including by setting up a student-led governance committee and conducting a sustainability audit.

19. With climate change directly and indirectly affecting access to education and the quality of education outcomes,²³ there are increasing calls from the education community to improve the ability of school infrastructure to absorb climate shocks and adapt to stresses and changes brought about by climate change.²⁴ The Comprehensive School Safety Framework 2022–2030²⁵ developed by the Global Alliance for Disaster Risk Reduction and Resilience in the Education Sector focuses on strengthening the system-level resilience of schools to all types of hazards, including those induced by climate change. Indonesia, for example, has implemented the Framework in over 35,000 schools, which has heightened awareness of disaster risks and climate change impacts as well as preparedness for climate-related disasters among students, teachers and communities.²⁶

20. Investments are needed to protect classrooms from heat, make sure new school buildings are constructed in areas at low risk of climate shocks and implement best practices to ensure the resilience of school infrastructure to climate change impacts. Given the scale of the investments needed, several international initiatives and programmes are assisting the education sector in gender- and age-aware disaster planning:

(a) The aim of the Building the Climate Resilience of Children and Communities through the Education Sector initiative, launched by the Global Partnership for Education, the Green Climate Fund and Save the Children, is to construct climate-resilient and green schools while also integrating climate change education into school curricula and providing

²⁰ Shift Sustainability, Take Action Global and EARTHDAY.ORG. 2023. *Climate action education: a global view of challenges and best practice*. London: Shift Insight. Available at <https://shift-sustainability.co.uk/sustainability-research-reports/climate-action-education-tag-earthday/>.

²¹ See <https://unfccc.int/news/young-educators-learning-inspiring-and-driving-climate-action>.

²² See <https://www.ecoschools.global/>.

²³ See also Geneva Global Hub for Education in Emergencies. 2023. *Leveraging Education in Emergencies for Climate Action*. Geneva: Geneva Global Hub for Education in Emergencies. Available at <https://eihub.org/resource/leveraging-education-in-emergencies-for-climate-action>; and footnote 17 above.

²⁴ As footnote 16 above.

²⁵ See <https://gadrres.net/comprehensive-school-safety-framework/>.

²⁶ As footnote 17 above.

training to schools on early warning systems. Starting with three countries (Cambodia, South Sudan and Tonga), the initiative will increase the resilience of their education systems, including by retrofitting and constructing greener and more climate-adaptive school buildings in line with the Comprehensive School Safety Framework 2022–2030;²⁷

(b) As the United Nations global fund for education in emergencies and protracted crises, Education Cannot Wait²⁸ is aimed at supporting the resumption of education and back-to-school campaigns, focusing on the most vulnerable and at-risk children, in particular girls. The fund has enabled the construction of temporary learning spaces, rehabilitation of damaged schools, provision of educational materials, implementation of school feeding programmes and provision of psychosocial support. Funded initiatives also help to build the resilience of schools in the face of future climate disasters, with teachers and school administrators trained in disaster preparedness and management;

(c) The Global Program for Safer Schools,²⁹ funded by the Global Facility for Disaster Reduction and Recovery, is aimed at increasing the number of large-scale investments in improving the safety and resilience of school infrastructure at risk from natural hazards and enhancing the quality of learning environments for children. In Peru, the Program supported policy reform to improve resources for disaster risk management, reduce infrastructure vulnerabilities in the education sector, including flood protection measures, and increase governmental capacity for post-disaster recovery and reconstruction.³⁰

21. Climate change and climate shocks affect the mental health and psychological well-being of children. School-based mental health services for primary-school-aged children can be effective in decreasing mental health problems and improving academic performance. In Mozambique, UNICEF and its education partners have established a programme to provide access to mental health and psychological services in provinces affected by climate shocks. Under the programme, mental health and psychosocial support interventions are undertaken and manuals are disseminated to health professionals and school staff to support the well-being of children before, during and after cyclones and other climate-related emergencies.³¹

22. During and after climate shocks, it is important for governments and schools to ensure that education is continuously provided, with a particular focus on girls and on children with disabilities, including through non-formal learning methods and by ensuring that parents and communities play an active role:

(a) The Philippines has adopted the Children's Emergency Relief and Protection Act, which provides for temporary learning spaces during disasters, and established the Comprehensive Emergency Program for Children,³² a framework for disaster preparedness, response and recovery. The Program provides for funds for repairing and rebuilding damaged schools and includes programmes to help children who miss school due to disasters keep pace with peers;

(b) In Jordan, the Ministry of Education, in collaboration with UNICEF, launched Learning Bridges,³³ a blended learning programme, in 2020 for students, including Syrian refugees, aged between 9 and 15. The programme embeds climate change education into core maths, science, English and Arabic curricula. Students receive weekly activity packs and

²⁷ See <https://www.globalpartnership.org/news/green-climate-fund-global-partnership-education-save-children-launch-investment-green-schools-cop28>.

²⁸ See <https://www.educationcannotwait.org/>.

²⁹ See <https://gpss.worldbank.org/en>.

³⁰ As footnote 17 above.

³¹ UNICEF. 2021. *Responding to multiple emergencies – building teachers' capacity to provide mental health and psychosocial support before, during, and after crises (Mozambique)*. New York: UNICEF. Available at <https://www.unicef.org/documents/responding-multiple-emergencies-building-teachers-capacity-provide-mental-health-and>.

³² For the manual of operations, see Department of Social Welfare and Development. 2021. *Comprehensive Emergency Program for Children Manual of Operations*. Manila: Government of the Philippines. Available at <https://dreamb.dswd.gov.ph/wp-content/uploads/2022/08/Comprehensive-Emergency-Program-for-Children-CEPC.pdf>.

³³ See <https://www.unicef.org/jordan/education/learning-bridges>.

online resources via quick response, or QR, codes, along with guidelines to assist parents in supporting their children's learning. To promote accessibility, the programme offers audio files for visually impaired students and those with reading difficulties. The programme adopts a project-based approach, aiming to actively integrate acquired knowledge into children's daily lives and foster critical thinking and problem-solving skills.

23. Particular attention should be given to early childhood care and education. The United Kingdom Department for Education's Sustainability and Climate Change Strategy for the education and children's services systems,³⁴ launched in 2022, sets out key actions pertaining to climate education and green skills aimed at equipping learners of all ages with the knowledge and skills needed to contribute to a green economy. In particular, the Strategy places an emphasis on the early-years foundation stage statutory framework, which specifies standards that schools must meet for the learning, development and care of children from birth to five years old.

B. Training

24. Acquiring the right skills for jobs is essential for a transition to environmentally sustainable and socially inclusive economies. ILO estimates that in both an energy sustainability and a circular economy scenario, job creation will outpace job destruction. The overall job creation potential in the two scenarios is close to 103 million jobs, but this transition cannot fully take place if the skills demanded by existing and new jobs are not available in the labour market. Such a transition is therefore conditional on immediate investment in training to enable workers to develop the skills needed to meet new requirements and avoid skills mismatches.³⁵

25. As those due to enter the workforce in 2030 are already likely to be in secondary education now, equipping children with green skills cannot start soon enough. Under the Green Jobs for Youth Pact,³⁶ ILO, UNICEF and the United Nations Environment Programme are collaborating with young people, governments, the private sector and social and education partners to tackle the green skills deficit and advance the just transition to a low-carbon and circular economy. The Pact will support government and academic institutions in integrating sustainability into educational curricula and training programmes, focusing on TVET, and in providing green skills training and assessment.

26. TVET in secondary and post-secondary education that provides qualifications and work-based learning opportunities, such as apprenticeships and traineeships, is especially relevant for children aged between 15 and 18. Initiatives under which children can obtain specialized knowledge and develop technical skills are key to creating a well-skilled workforce for existing and new green jobs. For example, in Bulgaria, the Vocational School for Mechanical and Electrical Engineering of Pleven (for students aged between 14 and 18) is being supported by the European Union in updating its apprenticeship curricula for electricians to include skills relevant to a green transition. Once approved, the updated curricula could be applied to all national apprenticeship programmes for electricians. In Greece, national post-secondary apprenticeship training guides are currently being updated to include green modules focused on environmental values and the culture of sustainability and on specialty-specific skills linked to a sustainable economy.³⁷

27. Similarly to schools and other learning institutions, TVET institutions should apply a whole-institution approach. Although not specifically targeting secondary and post-secondary education, the following guidance may be useful for greening the learning environment:

³⁴ See <https://www.gov.uk/government/publications/sustainability-and-climate-change-strategy>.

³⁵ ILO. 2019. *Skills for a Greener Future: A Global View*. Geneva: ILO. Available at https://www.ilo.org/skills/pubs/WCMS_732214/lang--en/index.htm.

³⁶ See <https://www.climateaction4jobs.org/youth/>.

³⁷ European Centre for the Development of Vocational Training. 2024. *Greening apprenticeships: from grassroot initiatives to comprehensive approaches*. Publications Office of the European Union. Available at <https://data.europa.eu/doi/10.2801/708025>.

(a) *Greening TVET and skills development: A practical guidance tool*³⁸ by ILO is aimed at supporting the mainstreaming of skills needed for a green transition in TVET and skills development in a systemic and holistic manner. The tool provides “how-to” guidance on designing competency standards and curricula for green jobs, adapting training delivery and assessments to support green learning, adapting sustainability practices to maintain a green campus, building the capacity of teachers and trainers to design and provide effective training and raising awareness of the need for a green transition among enterprises;

(b) *Greening Technical and Vocational Education and Training: A practical guide for institutions*³⁹ by the UNESCO International Centre for Technical and Vocational Education and Training is aimed at assisting institutions in improving their understanding and implementation of education for sustainable development using a whole-institution approach. The guide sets out a step-by-step process that can be applied in an institutional setting, consisting of understanding the process of and planning for greening TVET, implementing greening plans and monitoring progress and assessing results.

28. Forward-looking skills strategies that anticipate which jobs will be in demand in a green transition can play an instrumental role in training young people to perform jobs created in the transition. In 2023, the Department for the Economy in Northern Ireland, United Kingdom, commissioned research into the skills required for a successful energy transition in Northern Ireland, including anticipated skills gaps in the short, medium and longer term, taking into account existing education, skills and training opportunities, such as entry-level opportunities, apprenticeships, and further and higher education. The research highlighted the need for targeted training and employment opportunities for, inter alia, women, persons with physical and/or learning disabilities and unemployed young people.⁴⁰

29. The inclusion of women and girls in apprenticeships and skills training for green jobs is essential for overcoming disparities in the labour market as well as skill shortages in certain occupations. Unless measures are taken to train women and girls in relevant skills, they will only end up occupying a fraction of the jobs created in a green transition.⁴¹ Furthermore, persons with disabilities continue to face stigma and discrimination in workplaces and learning institutions. Training programmes with equitable access criteria and that specifically target girls as well as children with disabilities should therefore be developed and implemented.⁴²

30. Child migrants and refugees may also face education disruptions, hindering their opportunity to build the skills needed for a green transition. Only 33 per cent of refugees around the world are enrolled in secondary education, compared with 84 per cent of children overall. Children on the move need portable and adaptable skills to prepare them for participation in green economies across all sectors.⁴³ For children not in education,

³⁸ ILO. 2022. *Greening TVET and skills development: A practical guidance tool*. Geneva: ILO. Available at <https://www.ilo.org/publications/greening-tvet-and-skills-development-practical-guidance-tool>.

³⁹ UNESCO International Centre for Technical and Vocational Education and Training. 2017. *Greening Technical and Vocational Education and Training: A practical guide for institutions*. Paris: UNESCO. Available at <https://unevoc.unesco.org/home/UNEVOC+Publications/lang=en/akt=detail/qs=6032>.

⁴⁰ The report on the research is available at <https://www.economy-ni.gov.uk/publications/transitioning-greener-economy-skills-perspective>.

⁴¹ As footnote 35 above.

⁴² Publications that focus on gender and disability issues in the context of climate change and just transition (though do not include a focus on children) include ILO. 2024. *Gender, equality and inclusion for a just transition in climate action*. Geneva: ILO. Available at <https://www.ilo.org/publications/gender-equality-and-inclusion-just-transition-climate-action>; and ONCE Foundation and the ILO Global Business and Disability Network. 2023. *Making the green transition inclusive for persons with disabilities*. Geneva: ILO. Available at <https://www.ilo.org/publications/making-green-transition-inclusive-persons-disabilities>.

⁴³ UNICEF, International Organization for Migration, Georgetown University, Institute for the Study of International Migration, et al. 2022. *Guiding Principles for Children on the Move in the Context of Climate Change*. New York: UNICEF. Available at <https://www.unicef.org/innocenti/reports/guiding-principles-children-move-context-climate-change>.

employment or training, innovative solutions, such as microlearning and hybrid solutions, could be explored.

IV. Empowerment

A. Public access to information

31. Access to information is not just a tool, but also a source of empowerment for children. Understanding their rights and the potential effects of climate change on those rights can give them a sense of agency in protecting and fulfilling those rights, and is crucial for realizing their rights to express their views and to be heard.⁴⁴ For example, the general comment on children's rights and the environment, with a special focus on climate change (see para. 4 above), of the United Nations Committee on the Rights of the Child is available in multilingual child-friendly versions and is accompanied by an animation, allowing children to better understand its content and how it can be used as a tool to advocate for change.

32. Children have the right to access accurate and reliable information on climate change, including its causes and effects, findings from scientific assessments and relevant legislation, policies and plans. It is important for this information to be easily accessible as well as child-friendly. *Frontiers for Young Minds*⁴⁵ is an open-access academic journal that publishes articles edited by children for children. The journal covers research on science, technology, engineering and mathematics topics and allows young scientists aged 8 to 15 to participate in the publishing process. For example, an article entitled "We Are Not on Track: Greenhouse Gas Emissions Are Higher Than Ever!"⁴⁶ was written by two lead authors of the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change and reviewed by two young reviewers.

33. Methods for disseminating information should be appropriate to children's ages and capacities and aim to overcome obstacles such as illiteracy, disability, language barriers, distance, and limited access to information and communications technology.⁴⁷ For children with disabilities, accessing information with a view to understanding climate change and participating in conversations on the matter may be additionally challenging. The Inter-American Institute on Disability and Inclusive Development published *Green Words: 15 ideas for taking care of the world*,⁴⁸ together with GOAL Planet and UNICEF, in English and Spanish to facilitate the dissemination of climate change related information to children with disabilities. The document sets out essential words that children need to know in order to discuss and learn and ask questions about climate change. The original Spanish version includes quick response, or QR, codes with links to videos in Spanish and sign language.

34. Early warning information needs to be accessible to every child. In Indonesia's primary and secondary education system, a mobile application called InaRISK is used as part of the Disaster Safe Education Unit programme implemented by the Ministry of Education, Culture, Research, and Technology to improve the knowledge of students and staff regarding disaster risk management. The application summarizes local-level disaster risks determined by hazard assessments conducted by local governments and provides suggested anticipatory actions.⁴⁹

⁴⁴ United Nations Committee on the Rights of the Child document CRC/C/GC/26, para. 32.

⁴⁵ See <https://kids.frontiersin.org>.

⁴⁶ Peters GP and Meinshausen M. 2024. We Are Not on Track: Greenhouse Gas Emissions Are Higher Than Ever! *Frontiers for Young Minds*. Available at <https://kids.frontiersin.org/articles/10.3389/frym.2024.1343809>.

⁴⁷ United Nations Committee on the Rights of the Child document CRC/C/GC/26, para. 34.

⁴⁸ Inter-American Institute on Disability and Inclusive Development, GOAL Planet and UNICEF. 2022. *Green Words: 15 ideas for taking care of the world*. New York: UNICEF. Available at <https://www.unicef.org/reports/green-words>.

⁴⁹ As footnote 17 above.

35. Information on climate change should also target stakeholders that play the most direct role in caring for children's needs and interests, such as parents and educators. The Office for Climate Education provides educational resources, such as the *Sixth Assessment Report Summary for Teachers*,⁵⁰ available in English, French and Spanish, to enhance educators' scientific knowledge on and ability to provide up-to-date information to students on climate change.

36. The systematic collection and use of age- and sex-disaggregated localized and child-specific data is key to informing the effective design and implementation of child-responsive climate action. The UNICEF Children's Climate Risk Index provides a comprehensive view of children's exposure and vulnerability to the impacts of climate change, serving as a conceptual framework, a tool and an initial assessment thereof at the global level with a view to ensuring that action for those most at risk is prioritized.⁵¹ At the national level, UNICEF conducts climate landscape analyses for children, reviewing the climate, environment, energy and disaster risk reduction situation in a given country and its impacts on children, including in terms of education and learning, and presenting country-specific recommendations for action.⁵²

37. In addition, efforts should be made to focus on measuring the impacts of climate action on children. UNICEF Australia and the Young and Resilient Research Centre at Western Sydney University partnered in 2023 to develop 47 child-centred indicators to measure the impacts of climate change and climate action on children's own experience. The associated framework offers public and private sector and civil society actors a practical tool for designing and implementing climate policies and interventions together with young people and monitoring and evaluating their short- to long-term impacts on young people.⁵³

B. Public participation

38. Children have the right to express their views and to be heard on matters that affect them. However, in a survey conducted by Plan International in 2021 to capture the opinions and experience of young people in relation to climate change, 91 per cent of respondents said there were barriers making it difficult for them to participate in climate decision-making processes.⁵⁴

39. Children's voices are a powerful global force for climate action, and their views add relevant perspectives and experience to climate decision-making at all levels.⁵⁵ Platforms and opportunities, such as the following, have enabled children to have their voices reflected and respected in climate action:

(a) The process to develop the general comment on children's rights and the environment, with a special focus on climate change, of the United Nations Committee on the Rights of the Child (see para. 9 above) benefited from the views shared by 16,331 children from 121 countries through online surveys, focus groups and in-person national and regional consultations. ILO and UNICEF also hosted a consultation with young people with

⁵⁰ Office for Climate Education. 2024. *Sixth Assessment Report Summary for Teachers*. Paris: Office for Climate Education. Available at <https://www.oce.global/en/resources/climate-science/ipcc-sixth-assessment-report-summary-teachers>.

⁵¹ UNICEF. 2021. *The Climate Crisis is a Child Rights Crisis: Introducing the Children's Climate Risk Index*. New York: UNICEF. Available at <https://unicef.org/reports/climate-crisis-child-rights-crisis>.

⁵² For an example of the analysis for Yemen, see UNICEF. 2024. *Climate Landscape Analysis for Children in Yemen*. New York: UNICEF. Available at <https://yemen.un.org/en/266736-unicef-yemen-climate-landscape-analysis-children-yemen>, <https://yemen.un.org/en/266736-unicef-yemen-climate-landscape-analysis-children-yemen>.

⁵³ See https://www.westernsydney.edu.au/young-and-resilient/projects/current_projects/UNICEF_climate_project.

⁵⁴ Plan International. 2021. *Reimagining Climate Education and Youth Leadership*. Woking, United Kingdom: Plan International. Available at <https://plan-international.org/publications/reimagining-climate-education-and-youth-leadership/>.

⁵⁵ United Nations Committee on the Rights of the Child document CRC/C/GC/26, para. 26

disabilities that focused on, inter alia, the right to non-discrimination in the context of the general comment;⁵⁶

(b) The Declaration on Children, Youth and Climate Action,⁵⁷ signed by a group of governments at COP 25, was jointly developed by representatives of the Children's Environmental Rights Initiative, UNICEF and the YOUNGO constituency, as well as young climate activists, to build on core priorities related to climate change identified by young people around the world. It is aimed at raising awareness of the fact that the climate crisis is simultaneously a crisis of children's rights and recognizes the historic movement of young people demanding urgent and ambitious climate action that considers their specific voices and needs. As at 31 August 2024, 52 countries had signed the Declaration. The Declaration has already prompted countries to take action. As one of the signatories, Panama, for example, has held four inter-institutional and intergenerational meetings since signing the Declaration in 2021 focused on establishing and monitoring progress in implementing its national road map for implementing the Declaration;⁵⁸

(c) U-Report⁵⁹ is the UNICEF digital community for young people by young people where they can share opinions on topics that matter to them. Using real-time insights and solutions from young people from more than 90 countries, the platform helps shape policies and decisions at all levels. In July 2022, a survey on climate change experience and adaptation gathered more than 6,300 responses, 22 per cent of which were from young people under the age of 20, with questions relating to, inter alia, concerns about climate change impacts on their future and whether the training and skills they are receiving to respond to climate change and its impacts are sufficient;

(d) The Peoples' Climate Vote, conducted by UNDP, is the world's largest stand-alone public opinion survey on climate change and serves as a platform for people, including children, to express their concerns and needs regarding climate change. *People's Climate Vote 2024 Results*⁶⁰ provides some child-relevant insights. For example, around 55 per cent of respondents aged under 18 think about climate change at least weekly, which is slightly lower than for other age groups, and around 80 per cent of people globally called for schools in their country to provide more climate change education.

40. At the national level, Governments are amending laws, policies, practices and budgets to include children's rights and facilitate the participation of children in climate decision-making and action. The following countries, for example, have established dedicated age-, culture- and context-appropriate policies or institutionalized participation mechanisms that provide for a safe space for children to share their concerns about and actively participate in climate decision-making processes:

(a) Australia published its three-year youth engagement strategy⁶¹ in 2024, aimed at providing young people aged 12 to 25 with more opportunities to contribute to government decision-making. The strategy was developed by asking over 4,600 young people how they would like to be involved in government decision-making, including Indigenous young people, young people with disabilities, refugees and migrants. The Australian Government also establishes Youth Advisory Groups that advise ministers and government departments and agencies on programmes and policies affecting young people. The Climate Change and COP 28 Youth Advisory Group, which ran in 2023, advised the Department of Climate

⁵⁶ UNICEF. 2024. *Championing children and young people with disabilities in navigating the triple planetary crisis*. New York: UNICEF. Available at <https://www.unicef.org/documents/championing-children-young-people-disabilities-navigating-triple-planetary-crisis>.

⁵⁷ See <https://www.unicef.org/environment-and-climate-change/climate-declaration>. The Declaration is accompanied by a guidance document that provides more context, information, and supporting resources and tools.

⁵⁸ Available at <https://www.unicef.org/panama/informes/hoja-de-ruta-declaratoria-nna-acci%C3%B3n-clim%C3%A1tica> (available in Spanish only).

⁵⁹ See <https://ureport.in>.

⁶⁰ UNDP. 2024. *Peoples' Climate Vote 2024 Results*. New York: UNDP. Available at <https://www.undp.org/publications/peoples-climate-vote-2024>.

⁶¹ See <https://www.youth.gov.au/engage/resources/engage-our-new-strategy-include-young-people-decisions-we-make>.

Change, Energy, the Environment and Water on ways to increase the engagement and participation of young people in and build awareness of the UNFCCC process;⁶²

(b) Ireland's *Participation of Children and Young People in Decision-making: Action Plan 2024–2028*⁶³ is aimed at supporting young people in having a say in the development and implementation of policies and services that affect their lives. One of the actions under the Plan is to convene the National Youth Assembly on Climate every year to provide a forum for discussion on climate issues among young people aged 12 to 24, with their views serving as potential input to Ireland's climate action plan;⁶⁴

(c) Zimbabwe, in cooperation with UNICEF, conducted nationwide consultations, including focus group sessions and interviews, with over 1,000 children (with a focus on children with disabilities) and their care workers in 2024 to understand first-hand how climate change affects child health with a view to developing evidence-based recommendations for child-sensitive climate action, including in the UNFCCC process.⁶⁵

41. In addition to the growing pool of resources for use by governments and other stakeholders in supporting children's participation in areas not specifically related to climate change,⁶⁶ the following resources are aimed at supporting their participation in climate decision-making:

(a) *A COP Fit for Children: How to support children's participation*⁶⁷ by Save the Children International sets out recommendations for use by COP Presidencies, the secretariat and Parties in making the UNFCCC process more inclusive to children;

(b) *Children and Young People's Participation in Climate Assemblies*⁶⁸ by the Knowledge Network on Climate Assemblies highlights the experience of and lessons learned by children, young people and adults involved in climate assemblies at all levels across nine countries;

(c) *Championing children and young people with disabilities in navigating the triple planetary crisis*⁶⁹ by UNICEF highlights key areas for action and a disability-inclusive

⁶² See <https://www.youth.gov.au/youth-advisory-groups/2023-youth-advisory-groups/climate-change-and-cop28-youth-advisory-group>.

⁶³ Department of Children, Equality, Disability, Integration and Youth. 2024. *Participation of Children and Young People in Decision-making Action Plan 2024-2028*. Dublin: Government of Ireland. Available at <https://www.gov.ie/en/publication/25fcf-participation-of-children-and-young-people-in-decision-making-action-plan-2024-2028/>.

⁶⁴ See, e.g., <https://www.gov.ie/en/press-release/c458e-the-annual-national-youth-assembly-on-climate-convenes-thursday-11th-april/>.

⁶⁵ See <https://www.unicef.org/zimbabwe/reports/climate-change-impact-child-health>.

⁶⁶ E.g. African Committee of Experts on the Rights and Welfare of the Child. 2022. *Guidelines on child participation*. Maseru, Lesotho: African Committee of Experts on the Rights and Welfare of the Child. Available at <https://www.acerwc.africa/en/key-documents/substantive-guidelines>; Crowley A, Larkins C and Manuel Pinto L. 2020. *Listen–Act–Change: Council of Europe handbook on children's participation*. Strasbourg: Council of Europe. Available at <https://edoc.coe.int/en/children-s-rights/9288-listen-act-change-council-of-europe-handbook-on-childrens-participation.html>; Plan International. 2016. *Guidelines for consulting with children and young people with disabilities*. Woking, United Kingdom: Plan International. Available at <https://plan-international.org/publications/guidelines-children-and-young-people-with-disabilities/>; Save the Children International. 2021. *The nine basic requirements for meaningful and ethical children's participation*. London: Save the Children International. Available at <https://resourcecentre.savethechildren.net/cf26bd2/>; and UNICEF. 2020. *Engaged and heard! Guidelines on adolescent participation and civic engagement*. New York: UNICEF. Available at <https://www.unicef.org/documents/engaged-and-heard-guidelines-adolescent-participation-and-civic-engagement>.

⁶⁷ Kapell A. *A COP Fit For Children: How to support children's participation*. London: Save the Children International. Available at <https://resource-centre.savethechildren.net/document/cop-fit-children-how-support-childrens-participation/>.

⁶⁸ Reid K. 2024. *Children and Young People's Participation in Climate Assemblies*. Knowledge Network on Climate Assemblies. Available at <https://www.knoca.eu/guidances-documents/children-and-young-peoples-participation-in-climate-assemblies>.

⁶⁹ As footnote 56 above.

approach for ensuring that children with disabilities are involved in climate decision-making and action.

42. Children's views should be proactively sought and given due weight in the design and implementation of measures aimed at addressing the significant and long-term environmental challenges that are fundamentally shaping their lives.⁷⁰ Children's participation in climate decision-making can facilitate the holistic integration of their rights and needs into national climate change policies and plans, including NDCs and national adaptation plans, making them child-sensitive and child-responsive. *Child-sensitive climate policies for every child*⁷¹ by UNICEF presents the results of a study exploring the child sensitivity of NDCs, demonstrating how NDCs can be more inclusive and rights-based for young people. Two examples of child inclusion in the NDC process are as follows:

(a) In Ecuador, the Ministry of Environment, Water and Ecological Transition, UNDP and UNICEF organized workshops for 40 young people aged 13 to 28, including Indigenous Peoples, migrants and persons with disabilities, with a view to formulating recommendations for Ecuador's second NDC. Participants highlighted the need to include the topics of environmental education, disaster risk management, health, energy transition and sustainable agriculture in the NDC;⁷²

(b) In Uruguay, the Ministry of Environment and UNICEF worked together to incorporate children's rights and inputs from young people into the country's second NDC. To gather those inputs, the Ministry convened a series of seven workshops with 40 young people aged 14 to 22, including persons with disabilities, to provide capacity-building opportunities for learning about climate change and allow participants to elaborate on their vision and requests for the NDC.⁷³

43. Child-focused and child-led organizations, movements and initiatives provide vital services and technical assistance that support children. For example, Generation Unlimited and UNICEF, along with public and private sector and youth organizations, launched the Green Rising initiative⁷⁴ at COP 28, aimed at creating pathways for at least 10 million young people, especially girls, in developing countries to take grass-roots climate action through volunteering, skills-building, entrepreneurship and advocacy.

44. There is significant value in including children of differing ages, genders, disabilities, ethnicities, and migration and socioeconomic statuses in climate policymaking and action. For free, active, meaningful and effective participation, children should be provided with environmental and human rights education, age-appropriate and accessible information, adequate time and resources and a supportive and enabling environment.⁷⁵

V. Way forward

45. Climate change has unequal impacts on vulnerable and marginalized groups and communities. It is disproportionately caused by developed countries and affects developing countries most seriously, with children and future generations set to suffer the worst consequences.⁷⁶ However, awareness of the impacts of climate change on children and recognition of the role of education and empowerment in addressing it is still too low.

⁷⁰ United Nations Committee on the Rights of the Child document CRC/C/GC/26, para. 26.

⁷¹ UNICEF. 2022. *Child-sensitive climate policies for every child*. New York: UNICEF. Available at <https://www.unicef.org/documents/child-sensitive-climate-policies-every-child>.

⁷² See <https://www.unicef.org/ecuador/historias/40-jovenes-aportan-los-compromisos-del-ecuador-frente-al-cambio-climatico> (available in Spanish only).

⁷³ See <https://www.unicef.org/uruguay/accion-climatica-joven> (available in Spanish only).

⁷⁴ See <https://www.generationunlimited.org/green-rising>.

⁷⁵ United Nations Committee on the Rights of the Child document CRC/C/GC/26, para. 27.

⁷⁶ Sanson AV and Burke SEL. 2020. Climate Change and Children: An Issue of Intergenerational Justice. In: N Balvin and DJ Christie (eds.). *Children and Peace: From Research to Action*. Cham: Springer International Publishing. pp.343–362. Available at https://doi.org/10.1007/978-3-030-22176-8_21.

In a survey of 94 education policymakers in 28 low- and middle-income countries conducted by the World Bank to understand the impact of climate change on education, only around half believed that hotter temperatures inhibited learning and 61 per cent viewed climate change as being in the bottom 3 (out of 10) priorities in education.⁷⁷

46. Countries stand to gain significant social, economic and environmental benefits from increasing investment in and allocating budgets for climate action, particularly policies and measures that respect, promote and consider the rights and interests of children through education and empowerment. Research has shown that investing in universal primary and secondary education is the most cost-effective strategy for mitigating climate dangers.⁷⁸ For instance, every United States dollar invested in disaster risk reduction to make education systems climate-smart can save up to USD 15 in post-disaster recovery.⁷⁹ Moreover, investments that enhance educational outcomes can substantially reduce overall climate risk for 275 million children.⁸⁰ However, analysis of relevant policies and strategies in 80 countries by the MECCE Project shows that only 30 per cent of countries had publicly available climate change education budgets,⁸¹ and just 2.4 per cent of climate finance from multilateral climate funds serving the Convention and the Paris Agreement over the past 17 years has been allocated to supporting projects with child-responsive elements.⁸²

47. It is crucial to recognize that children are not a homogeneous group. Improving the collection and analysis of data and evidence on the needs and interests of children of different ages and circumstances in the context of climate change is therefore essential. Such data and evidence can inform the development and implementation of gender-responsive and inclusive policies and programmes. As marginalized populations face structural hurdles in accessing education or having their voices heard in climate decision-making and action, efforts are needed to consider and address interconnected vulnerabilities.

48. The guidelines and good practices presented in this annex are non-exhaustive. They show that more work is needed by everyone with a role to play in caring for children's needs and interests, including governments, United Nations agencies, international and non-governmental organizations, academic and cultural institutions, the private sector, communities and individuals. A whole-of-society approach is needed to support children in providing input to climate policy processes, to strengthen the capacity of children as well as relevant stakeholders to respond to climate change and to promote positive social norms and attitudes that value the uniqueness and diversity of children's contributions, priorities and perspectives in relation to climate change.

⁷⁷ As footnote 17 above.

⁷⁸ Striessnig E, Lutz W and Patt AG. 2013. Effects of Educational Attainment on Climate Risk Vulnerability. *Ecology and Society*. 18(1): 16. Available at <https://www.jstor.org/stable/26269263>.

⁷⁹ Global Partnership for Education and Save the Children. 2023. *The need for climate-smart education financing. A review of the evidence and new costing framework*. Available at <https://www.globalpartnership.org/content/need-climate-smart-education-financing-review-evidence-and-new-costing-framework>.

⁸⁰ As footnote 51 above.

⁸¹ UNESCO and MECCE Project. 2023. *Climate change communication and education country profiles: approaches to greening education around the world*. Paris: UNESCO. Available at <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000387867>.

⁸² Children's Environmental Rights Initiative. 2023. *Falling short: Addressing the climate finance gap for children*. Available at <https://www.unicef.org/reports/addressing-climate-finance-gap-children>.